

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°31-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget principal

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°31-18
Objet : Compte administratif 2017 - Budget principal

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Considérant le compte administratif 2017 du budget principal soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget principal.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	43 696 921,13	8 849 926,89
d'ordres	4 902 302,81	3 000 385,45
Recettes		
réelles	48 560 151,43	6 864 764,99
d'ordres	2 574 207,81	5 328 480,45
Excédent 2016	5 113 187,05	
Déficit 2016		888 958,42
Résultat 2017	7 648 322,35	-546 025,32
Régularisation compte 1069		-33 214,08
Résultat 2017 corrigé		-579 239,40
Restes à réaliser dépenses		910 807,82
Restes à réaliser recettes		317 770,30
Résultat 2017 RAR compris	7 648 322,35	-1 172 276,92

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le :

Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°32-18

Objet : Compte administratif 2017 – Budget CIAS

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°32-18
Objet : Compte administratif 2017 – Budget CIAS

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Vu la délibération 189-17 du 11 décembre 2017 concernant la dissolution de l'établissement public du centre intercommunal d'action sociale et la reprise de l'exercice de la compétence en régie directe par la CoVe,

Considérant le compte administratif 2017 du budget CIAS soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget CIAS.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	166 849,88	0,00
d'ordres	941,00	0,00
Recettes		
réelles	199 786,00	0,00
d'ordres	0,00	941,00
Excédent 2016	8 796,87	
Déficit 2016		0,00
Résultat 2017	40 791,99	941,00
Restes à réaliser dépenses		0,00
Restes à réaliser recettes		0,00
Résultat 2017 RAR compris	40 791,99	941,00

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le :

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°33-18

Objet : budget principal – affectation du résultat

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°33-18
Objet : budget principal – affectation du résultat

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5

Vu l'avis de la commission des finances 29 mars 2018,

Vu la délibération 189-17 du 11 décembre 2017 concernant la dissolution de l'établissement public du centre intercommunal d'action sociale et la reprise de l'exercice de la compétence en régie directe par la CoVe,

Considérant qu'il est nécessaire d'intégrer le résultat de l'exercice 2017 du CIAS,

Considérant que le résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2017 s'élève à la somme de 7 689 114,34€ (CoVe : 7 648 322,35€ + CIAS : 40 791,99€), et que le besoin de financement de la section d'investissement s'établit à la somme de 1 171 335,92 € (CoVe : 1 172 276,92€ - CIAS : 941€),

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'AFFECTER une somme de 1 172 000,00 € au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés ».

Article 2 : DE REPORTER la somme de 6 517 114,34 € au compte 002 « résultat reporté » de la section de fonctionnement.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018


Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°34-18

Objet : Bilan des acquisitions et des cessions foncières 2017

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°34-18
Objet : Bilan des acquisitions et des cessions foncières 2017

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 5211-37 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 29 mars 2018,

Considérant qu'au cours de l'année 2017, deux acquisitions ont donné lieu à des mandatements et onze cessions ont donné lieu à émission de titres de recettes,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à l'aménagement de l'espace et de l'habitat ;

Décide

Article unique : DE PRENDRE ACTE de la présentation du bilan des acquisitions et cessions foncières réalisées en 2017, ci-dessous.

Les opérations d'acquisition sont les suivantes :

1- Parcelles cadastrées section CC n° 1 et 235 - section CK n° 34 – lieudit Le Piol à Mazan

Vendeur : Consorts Rogier

Superficie totale des parcelles : 6ha 50a 46ca

Montant de l'acquisition : 915 000,00 € (hors champ TVA)

Montant des frais d'acquisition : 11 633,82 € TTC

Date de signature de l'acte : 29/03/2017

Date du mandatement : 15/03/2013 (acompte compromis de 90 000,00 €)
06/04/2017 (solde de 825 000,00 €)

Destination : réserve foncière

Budget affecté : budget annexe ' zone d'activités du Piol II à Mazan '

2- Immeuble (ancienne gare SNCF) sur parcelles d'assise cadastrées section CK n° 738-739-741-742-743 et parcelle attenante (ancienne voie ferrée) cadastrée section CK n° 748 – lieudit

Boulevard de la Gare à Carpentras

Vendeur : SNCF

Superficie totale des parcelles : 53a 17ca

Montant de l'acquisition : 650 000,00 € (hors champ TVA)

Montant des frais d'acquisition : 9 089,66 € TTC

Date de signature de l'acte : 26/04/2017

Date du mandatement : 09/05/2017

Destination : gare numérique

Budget affecté : budget principal

Les opérations de cession sont les suivantes :

1-Parcelle cadastrée section BK n°1054 – lieudit Avenue des Marchés

Acquéreur : SICA Domaine de La Crozette

Superficie de la parcelle : 37a et 88ca

Montant de la cession : 91 000,00 € (hors champ TVA)

Date de signature de l'acte : 27/02/2017

Date du titre de recette : 19/04/2017

Budget affecté : budget principal – secteur marché gare

2-Immeuble sur parcelle d'assise cadastrée section BK n°1061 – lieudit Avenue des Marchés à Carpentras

Acquéreur : SCI Girard Marché Gare
Superficie de la parcelle : 4a 01ca
Montant de la cession : 81 396,00 € (hors champ TVA)
Date de signature de l'acte : 27/02/2017
Date du titre de recette : 19/04/2017
Budget affecté : budget principal – secteur marché gare

3-Immeubles sur parcelles d'assise cadastrées section BK n°1059 et 1060 – lieudit Avenue des Marchés à Carpentras

Acquéreur : SCI Hortavert
Superficie totale des parcelles : 6a 02ca
Montant de la cession : 166 861,00 € (hors champ TVA)
Date de signature de l'acte : 02/03/2017
Date du titre de recette : 19/04/2017
Budget affecté : budget principal – secteur marché gare

4-Parcelles cadastrées section BK n°1032 et 1038 – lieudit Terradou à Carpentras

Acquéreur : SCI GK Immobilier
Superficie totale des parcelles : 31a 99ca
Montant de la cession : 151 184,74 € HT
171 500,95 € TTC (TVA sur marge)
Date de signature de l'acte : 18/05/2017
Date du titre de recette : 12/07/2017
Budget affecté : budget annexe 'zone d'activités de Bellecour III'

5-Parcelles cadastrées section A n° 678 et 859 – lieudit Mourre des Pins à Lorient du Comtat

Acquéreur : SCI Lori
Superficie totale des parcelles : 1ha 79a 64ca
Montant de la cession : 14 371,20 € (hors champ TVA)
Date de signature de l'acte : 06/06/2017
Date du titre de recette : 03/08/2017
Budget affecté : budget principal

6-Parcelle cadastrée section BK n°1031 – lieudit Terradou à Carpentras

Acquéreur : SCI DRB Immo
Superficie de la parcelle : 30a 74ca
Montant de la cession : 145 277,24 € HT
164 799,60 € TTC (TVA sur marge)
Date de signature de l'acte : 25/07/2017
Date du titre de recette : 03/08/2017
Budget affecté : budget annexe 'zone d'activités de Bellecour III'

7-Immeuble sur parcelle d'assise cadastrée section BK n°1007 – lieudit Avenue des Marchés à Carpentras

Acquéreur : SCI L.M.D
Superficie de la parcelle : 14a 33ca
Montant de la cession : 305 000,00 € (hors champ TVA)
Date de signature de l'acte : 08/09/2017
Date du titre de recette : 31/10/2017
Budget affecté : budget principal – secteur marché gare

8-Parcelles cadastrées section BK n°1020 et 1037 – lieudit Terradou à Carpentras

Acquéreur : SCI Avenidor
Superficie totale des parcelles : 19a 40ca
Montant de la cession : 91 684,40 € HT
104 004,95 € TTC (TVA sur marge)
Date de signature de l'acte : 03/10/2017
Date du titre de recette : 31/10/2017

Budget affecté : budget annexe 'zone d'activités de Bellecour III'

9-Parcelle cadastrée section BK n°831 – lieudit Terradou à Carpentras

Acquéreur : groupement CMCIC Lease / Bpifrance / Natiocredibail

Superficie de la parcelle : 1a 80ca

Montant de la cession : 5 400,00 € HT

5 884,74 € TTC (TVA sur marge)

Date de signature de l'acte : 16/06/2017

Date du titre de recette : 31/10/2017

Budget affecté : budget annexe 'zone d'activités de Bellecour III'

10-Parcelle cadastrée section AR n°832 – lieudit La Croix de Florent à Malaucène

Acquéreur : SCI Baptille

Superficie de la parcelle : 10a 07ca

Montant de la cession : 32 928,90 € HT

38 771,92 € TTC (TVA sur marge)

Date de signature de l'acte : 16/10/2017

Date du titre de recette : 31/10/2017

Budget affecté : budget annexe 'zone d'activités de Bellecour II'

11-Parcelles cadastrées section BK n°1022-1023-1033-1034-1036 – lieudit Terradou à Carpentras

Acquéreur : SA Natiocrédibail (Eurodix)

Superficie totale des parcelles : 47a 30ca

Montant de la cession : 223 539,80 € HT

253 579,07 € TTC (TVA sur marge)

Date de signature de l'acte : 15/12/2017

Date du titre de recette : 18/12/2017

Budget affecté : budget annexe 'zone d'activités de Bellecour III'

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le :

AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 18

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°35-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe Camping

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°35-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe Camping

Le conseil communautaire,

Le Conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte administratif 2017 du budget annexe Camping soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du vice-président délégué au tourisme et aux traditions,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget annexe camping.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	264 038,26	92 551,41
d'ordres	9 408,17	7 91,84
Recettes		
réelles	331 171,37	0,00
d'ordres	0,00	10 200,01
Excédent 2016	68 832,08	9 914,84
Déficit 2016		0,00
Résultat 2017	126 557,02	-73 228,40
Restes à réaliser dépenses		235 374,70
Restes à réaliser recettes		269 000,00
Résultat 2017 RAR compris	126 557,02	-39 603,10

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°36-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe ZAE

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°36-18
Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe ZAE

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte administratif 2017 du budget annexe ZAE soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget annexe ZAE.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	0,00	90 000,00
d'ordres	184 592,56	151 663,66
Recettes		
réelles	32 928,90	0,00
d'ordres	151 663,66	184 592,56
Excédent 2016		60 939,69
Déficit 2016		
Résultat 2017	0,00	3 868,59
Restes à réaliser dépenses		
Restes à réaliser recettes		
Résultat 2017 RAR compris	0,00	3 868,59

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°37-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe ZAE Bellecour III

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°37-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe ZAE Bellecour III

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte administratif 2017 du budget annexe ZAE de Bellecour III soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget annexe ZAE de Bellecour III.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	3 651,48	450 000,00
d'ordres	1 944 858,33	1 289 828,81
Recettes		
réelles	658 681,00	0,00
d'ordres	1 289 828,81	1 944 858,33
Excédent 2016		25 141,67
Déficit 2016		
Résultat 2017	0,00	230 171,19
Restes à réaliser dépenses		
Restes à réaliser recettes		
Résultat 2017 RAR compris	0,00	230 171,19

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°38-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe ZAE Venasque

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°38-18
Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe ZAE Venasque

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte administratif 2017 du budget annexe ZAE de Venasque soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget annexe ZAE de Venasque.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	0,00	80 000,00
d'ordres	644 166,46	644 166,46
Recettes		
réelles	0,00	0,00
d'ordres	644 166,46	644 166,46
Excédent 2016		80 833,54
Déficit 2016		
Résultat 2017	0,00	833,54
Restes à réaliser dépenses		
Restes à réaliser recettes		
Résultat 2017 RAR compris	0,00	833,54

Transmis en Préfecture le :

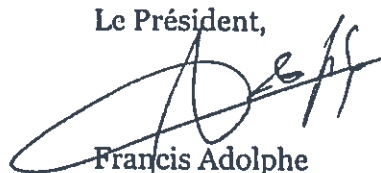
Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°39-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe Espace Economique du Piol 2

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°39-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe Espace Economique du Piol 2

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte administratif 2017 du budget annexe Espace Economique du Piol 2 soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget annexe Espace Economique du Piol 2.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	919 638,74	0,00
d'ordres	1 119 815,02	2 039 453,76
Recettes		
réelles		930 000,00
d'ordres	2 039 453,76	1 119 815,02
Excédent 2016		30 184,98
Déficit 2016		
Résultat 2017	0,00	40 546,24
Restes à réaliser dépenses		
Restes à réaliser recettes		
Résultat 2016 RAR compris	0,00	40 546,24

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°40-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe régie marché gare

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°40-18

Objet : Compte administratif 2017 - Budget annexe régie marché gare

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte administratif 2017 du budget annexe régie marché gare soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le Président en fonction lors de l'exercice budgétaire 2017 ayant quitté la séance et n'ayant pas pris part au vote,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte administratif 2017 du budget annexe régie marché gare.

	Section Fonctionnement	Section Investissement
Dépenses		
réelles	375 427,33	9 632,54
d'ordres		
Recettes		
réelles	442 538,92	0,00
d'ordres		
Excédent 2016	336 522,75	87 847,05
Déficit 2016		
Résultat 2017	403 634,34	78 214,51
Restes à réaliser dépenses		
Restes à réaliser recettes		
Résultat 2017 RAR compris	403 634,34	78 214,51

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


François Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°41-18

Objet : Compte de gestion 2017 - Budget principal

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°41-18
Objet : Compte de gestion 2017 - Budget principal

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget principal soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget principal.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°42-18

Objet : Compte de gestion 2017 – budget CIAS

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°42-18
Objet : Compte de gestion 2017 – budget CIAS

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget CIAS soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget CIAS.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°43-18

Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe Camping

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°43-18
Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe Camping

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget annexe camping soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du vice-président délégué au tourisme et aux traditions,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget annexe camping.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS: Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°44-18

Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe ZAE

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°44-18
Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe ZAE

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget annexe ZAE soumis à l'approbation du conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget annexe ZAE.

Transmis en Préfecture le : 17 3 AVR 2018

Publication par affichage le : 17 3 AVR 2018

Exécutoire le : 17 3 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS: Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°45-18

Objet : Compte de Gestion 2017 - Budget annexe ZAE de Bellecour III

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°45-18
Objet : Compte de Gestion 2017 - Budget annexe ZAE de Bellecour III

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget annexe ZAE de Bellecour III soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget annexe ZAE de Bellecour III.

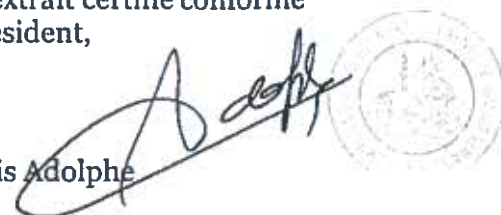
Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AJELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS: Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°46-18

Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe ZAE de Venasque

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°46-18
Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe ZAE de Venasque

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction comptable M14, tome 2, titre 3, chapitre 5,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget annexe ZAE de Venasque soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

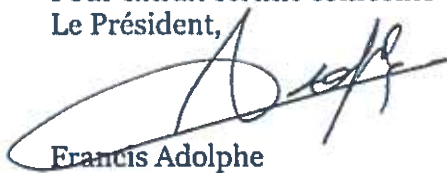
Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget annexe ZAE de Venasque.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°47-18

Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe espace économique du Piol 2

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°47-18

Objet : Compte de gestion 2017 - Budget annexe espace économique du Piol 2

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget annexe espace économique du Piol 2 soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget annexe espace économique du Piol 2.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AJELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°48-18

Objet : compte de gestion 2017 - budget annexe de la régie du marché gare

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°48-18

Objet : compte de gestion 2017 - budget annexe de la régie du marché gare

Le conseil communautaire,

Vu l'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Considérant le compte de gestion 2017 du budget annexe régie marché gare soumis à l'approbation du Conseil communautaire et joint à la présente délibération,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, à l'emploi et à l'aérodrome,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le compte de gestion 2017 du budget annexe régie marché gare.

Transmis en Préfecture le : 13 AVR 2018

Publication par affichage le : 13 AVR 2018

Exécutoire le : 13 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIÈRE ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION LE POINT ACCUEIL ÉCOUTE JEUNES POUR L'ANNÉE 2018

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par son président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil de communauté en date du 9 avril 2018, d'une part,

et l'association **Le Point Accueil Écoute Jeunes**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 102 rue Moricelly 84200 Carpentras, ci-après désignée sous le terme « PAEJ » représentée par sa présidente en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Madame Natalie AMBROGGI-ROY, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le PAEJ intervient dans les domaines suivants :

- **L'accueil** : l'équipe du PAEJ assure des temps de permanence favorisant un accueil immédiat, convivial et une réelle disponibilité à l'égard des jeunes. Le premier contact peut répondre à une demande d'information ou d'orientation vers un service plus adapté. Il peut également donner lieu à un entretien d'écoute,
- **L'écoute** : entretiens confidentiels axés sur l'écoute du jeune (et/ou des parents). Les échanges se répètent à la demande et sans limite posée dans le temps. Tous les sujets de préoccupation peuvent être abordés,
- **L'orientation** : vers des lieux de prises en charge spécialisée ou non.

En raison de sa compétence obligatoire « politique de la ville » et au regard de l'axe « jeunesse » de la stratégie territoriale de la CoVe intégrant le soutien à la parentalité et l'aide aux jeunes (Plan Intercommunal pour la Prévention de la Délinquance), la communauté d'agglomération a accepté la proposition du PAEJ d'assurer, sur les communes de Carpentras, Mazan, Caromb, Aubignan, Sarrians, Malaucène et Saint Didier des permanences accessibles aux jeunes de 10 à 25 ans et à leurs parents. Cet espace vise à favoriser la communication dans la famille, à éviter les décrochages et ruptures sociales et /ou familiales.

Les objectifs du PAEJ concernant ces permanences de proximité :

- S'adresser à la fois aux jeunes pour leur permettre d'exprimer leur mal-être, de formuler une attente et d'en tirer une capacité d'initiative et d'action, mais également à leurs parents afin de travailler avec eux autour des problématiques de l'adolescence, voire de restaurer la fonction parentale,
- Assurer une fonction de médiation interne à la famille ainsi qu'avec d'autres organismes (établissements scolaires...).
- Viser à rétablir la communication, restaurer les liens de confiance avec les adultes, éviter les décrochages, les ruptures,
- Sensibiliser les jeunes concernant les conduites à risque,
- Préparer, si nécessaire, une orientation vers un dispositif approprié.

Les permanences dans ces différentes communes se dérouleront selon le planning suivant :

Carpentras : tous les jours, avec ou sans rendez-vous,

Mazan : le 2ème mercredi du mois de 13h30 à 15h30 au Pôle Social,

Pour Caromb, Aubignan, Sarrians, Malaucène et Saint-Didier, les permanences se feront uniquement sur rendez-vous.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2018 et prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention forfaitaire versée par la CoVe en contrepartie des permanences assurées par le PAEJ, est fixée à un montant de trente-trois mille huit cents euros (33 800 €), se décomposant ainsi : six mille huit cents euros (6 800€) dans le cadre du droit commun et vingt-sept mille euros (27 000€) dans le cadre du contrat de ville 2018.

La subvention sera versée en deux fois sur le compte de l'association selon les modalités suivantes :

- un acompte de 70 %, soit vingt-trois mille six cent soixante euros (23 660 €), dès signature de la présente convention,
- un versement du solde, soit dix mille cent quarante euros (10 140 €) au 30 novembre 2018.

Le PAEJ s'engage à fournir un bilan détaillé de son action ainsi qu'un bilan financier complet de l'exercice pour l'année 2018.

Le PAEJ s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit qui sera soumise à l'accord formulé par voie de délibération du Conseil de communauté de la CoVe et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité.
-

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Le PAEJ s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à référencer la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

Le PAEJ s'engage à rédiger un rapport d'activité qui fera apparaître une évaluation chiffrée des permanences.

Article 5 : Assurances

L'association assure son activité et les biens objets de l'exposition sous sa responsabilité exclusive; elle s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et des dommages susceptibles de survenir à l'exposition, et à les produire à la demande de la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Les contractants s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels litiges qui pourraient naître de l'interprétation ou l'exécution des différentes clauses du contrat.

En cas de litige persistant, l'affaire pourra être portée devant le tribunal de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Pour la Communauté d'agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin,
Le Président

Francis ADOLPHE

Pour l'association Le Point Accueil Écoute
Jeunes,
La Présidente

Natalie AMBROGGI-ROY

L'an deux mille dix-huit le neuf avril, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 9 AVRIL 2018

Date de convocation : 3 avril 2018

Affichée le : 3 avril 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 42 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 43 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre de votants : de 48 à 53 (délibération 49-18), 51 (délibération 69-18), 52 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18), 53 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 48-18, délibérations 50-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations 33-18 à 34-18, délibérations 41-18 à 52-18, délibérations 56-18 à 78-18) 8 (délibérations 31-18 à 32-18, délibérations 35-18 à 40-18, délibérations 53-18 à 55-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Caroline BALAS (sauf délibérations 53-18 à 55-18)- Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Jeanne YVAN - Julien LANGARD Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Lafare : Jean-Paul ANRÈS La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE (délibérations 53-18 à 62-18 puis délibération 31-18) Michèle PLANTADIS suppléante de Gilles VÈVE (délibérations 32-18 à 52-18 puis 63-18 à 78-18) Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN suppléant d'André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO à Guy REY, Nathalie REYNARD à Luc REYNARD, Léopold MEYNAUD à Christine TRAMIER, Pauline DREANO à Joël BOTREAU, Jean-François SENAC à Franck DUPAS, Gérard ROLLAND à Agnès MOISSON - Aimé NAVELLO à Claude LAUTIER, Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET, Pascal BOUREZ à Jean-Marie GRAVIER, Jean-Alain MAZAS à Bernard BOSSAN.

ABSENTS : Stéphane GAUBIAC, Caroline BALAS (délibérations 53-18 à 55-18), Karine GUEZ, Hervé de LÉPINAU, Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE, Éric UGHETTO, Francis JULLIEN, Gérard VILLON, Francis ADOLPHE (délibérations 31-18 à 32-18 puis délibérations 35-18 à 40-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ghislain GRICOURT.

Conseil communautaire du 9 avril 2018

Délibération n°49-18

Objet : subventions aux associations

Conseil communautaire du 9 avril 2018
Délibération n°49-18
Objet : subventions aux associations

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les compétences exercées par la CoVe en vertu de ses statuts, notamment en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'habitat, d'environnement, de culture et de patrimoine, d'action sociale, de sécurité et de prévention de la délinquance, et de politique de la ville,

Vu les demandes de subvention adressées à la CoVe pour l'année 2018,

Vu les projets de conventions de moyens et d'objectifs associés aux demandes de subventions, annexés à la présente délibération,

Vu le budget primitif adopté lors du conseil de communauté du 5 février 2018,

Vu l'avis de la commission politique de la ville du 21 mars 2018,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 26 mars 2018,

Vu l'avis de la commission développement économique du 26 mars 2018,

Vu l'avis de la commission sécurité du 27 mars 2018,

Vu l'avis de la commission des finances du 29 mars 2018,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 30 mars 2018,

Entendu le rapport du Président,

Considérant que conformément à l'article 14 du règlement intérieur du conseil de communauté, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) a été tenu d'en informer le président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du conseil a appelé l'affaire en question ; qu'il s'est alors abstenu de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le versement des subventions aux associations tel qu'indiqué dans le tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondant à ces subventions sont inscrits au budget principal.

Article 3 : D'AUTORISER le président à signer tous actes aux effets ci-dessus, ainsi que les conventions avec les organismes subventionnés.

Transmis en Préfecture le : 16 AVR 2018

Publication par affichage le : 16 AVR 2018

Exécutoire le : 16 AVR 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Francis Adolphe



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Secteur/Organisme	Objet/Actions	Montant voté pour 2018	Nombre de votants	Résultat du vote	Elu(s) ne premanant pas par au vote	Imputation budgétaire
Développement économique		167 006 €				
RILE	Fonctionnement: accompagnement à la création et reprise d'entreprises	26 200 €	52	unanimité	Bruno Gandon	DEV-6574-90 0
CBE	Fonctionnement : accompagnement à la création et reprise d'entreprises Fonctionnement: appui de professionnels seniors aux entreprises	24 250 €	52	unanimité	Bruno Gandon	DEV-6574-90 0
ECTI Vaucluse	Fonctionnement: actions locales auprès de structure de primo- accueil - accompagnement financier à la création d'entreprises	1 500 €	53	unanimité		DEV-6574-90 0
Initiative Ventoux	Fonctionnement: développement des entreprises de la Zone Carpensud	33 100 €	52	unanimité	Bruno Gandon	DEV-6574-90 0
Carpensud	Action: développement economie circulaire	9 700 €	52	unanimité	Bruno Gandon	DEV-6574-90 0
Carpensud	Fonctionnement: promotion du territoire, implantation d'entreprises	4 000 €	52	unanimité	Bruno Gandon	DEV-6574-90 0
Vaucluse Provence Attractivité		68 256 €	52	unanimité	Francis Adolphe	DEV-6574-90 0
Aménagement de l'espace - Habitat - Environnement		41 336 €				
Soligone	Fonctionnement: agence immobilière à vocation sociale	2 500 €	53	unanimité		HAB-6574-70
Logis des jeunes	Fonctionnement: accompagnement des jeunes de 15 à 25 ans	3 500 €	52	unanimité	Bruno Gandon	HAB-6574-70
Rhéso	Fonctionnement: permanences accompagnement pour le logement Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS)	5 000 €	53	unanimité		HAB-6574-70
Rhéso	Action: protection exploitations contre la grêle	5 000 €	53	unanimité		HAB-6574-70
Prévigrelle	Action: protection exploitations contre la grêle	18 226 €	53	unanimité		AME-6574-92
ALTE	Action: espace info énergie	7 110 €	53	unanimité		ENV-6574-8301

Cohésion Sociale		165 594 €					
Mission Locale du Comtat Venaissin	Fonctionnement: insertion sociale et professionnelle des jeunes (report année 2017 + année 2018)	131 294 €		48	unanimité	Guy Rey Peggy Bertolucci Pauline Dréano Nathalie Reynard	DCS-6574-90 1
Centre social Villemarie	Action: accompagnement social-aire accueil des gens du voyage	13 000 €		53	majorité		SEC-6574-5241
Roulez mobilité	Action: Prêt ou locations de véhicules pour les chercheurs d'emplois	1 300 €		53	unanimité		DCS-6574-90 1
UP Ventoux	Action: chantier d'insertion réhabilitation patrimoine communal	20 000 €		53	unanimité		DCS-6574-90 1
CISPD		54 000 €					
Axe Jeunesse / soutien à la parentalité							
Le passage	Action: permanences accueil et écoute parents et jeunes	6 800 €		53	unanimité		SEC-6574-110
Centre social Lou Tricadou	Action : Voyage vers une citoyenneté européenne	1 100 €		53	majorité		SEC-6574-110
Centre social Lou Tricadou	Action : Mesure d'intérêt éducatif	700 €		53	majorité		SEC-6574-110
Centre social Lou Tricadou	Action: Discutons-en	1 100 €		53	majorité		SEC-6574-110
La compagnie des autres	Action : Lutter contre l'emprise mentale et les cybers dangers	2 870 €		53	unanimité		SEC-6574-110
Radio Territoires Ventoux	Action : émission de radio "Urban les rendez-vous de la P.J.J"	700 €		53	unanimité		SEC-6574-110
Planning familial	Action: Prod'as - la sensibilisation à l'égalité filles/garçons, la prévention des violences sexistes, le harcèlement	2 000 €		53	majorité		SEC-6574-110
NUMA	Action: Ateliers de découverte des valeurs de la république	1 500 €		53	unanimité		SEC-6574-110
Axe aide aux victimes							
AMAV	Action: permanences d'aide aux victimes	6 000 €		53	unanimité		SEC-6574-110
AMAV pour UAMJ (unité d'accueil médico-judiciaire)	Action: accueil-accompagnement des victimes d'agressions et maltraitances	4 850 €		53	unanimité		SEC-6574-110

Rhéso	Action: dispositif départemental d'accueil et d'accompagnement pour les femmes victimes de violences conjugales	9 300 €	53	unanimité		SEC-6574-110
Rhéso	Action : stages de reponsabilisation et groupes de parole à destination des auteurs de violences conjugales	700 €	53	unanimité		SEC-6574-110
Rhéso	Action: sensibilisation dans les écoles pour lutter contre les violences sexistes et favoriser l'égalité femmes-hommes	1 500 €	53	unanimité		SEC-6574-110
CIDFF	Action: permanences juridiques: renforcement de l'information, du soutien, de l'accompagnement et de l'orientation de toute personne victime	1 000 €	53	unanimité		SEC-6574-110
Axe tranquillité publique						
Centre social Lou Tricadon	Action: médiateur transport ligne C	4 600 €	53	majorité		SEC-6574-110
Moto Passion	Action: journée d'évaluation conduite automobile - stage remise à niveau destiné aux seniors	780 €	53	unanimité		SEC-6574-110
Axe addictions						
Groupe SOS solidarités	Action: agir pour un continuum préventif des conduites addictives chez les jeunes, appui aux familles et aux professionnels, pour un accès plus précoce au repérage et au soin	5 000 €	53	unanimité		SEC-6574-110
Groupe SOS solidarités	Action: agir pour un continuum de prévention et de réductions des risques auprès de la population lors des événements festifs	2 000 €	53	unanimité		SEC-6574-110
Vie libre	Action: guérison et promotion des victimes de l'alcoolisme et lutte contre les causes	1 500 €	53	unanimité		SEC-6574-110

Politique de la Ville				101 927 €			
Le passage	Action : accueil point écoute	27 000 €		53	unanimité		POL-6574-824
Art et Vie de la rue	Action: prévention du décrochage scolaire	3 000 €		53	unanimité		POL-6574-824
AMAV	Action: permanences aide aux victimes infractions pénales	3 000 €		53	unanimité		POL-6574-824
Centre social Villemarie	Action culture et citoyenneté	1 200 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Villemarie	Action: soutien à la fonction parentale	1 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Villemarie	Action Raid jeunes	1 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadon	Action: Solidaires, citoyens et jeunes	1 500 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadon	Action: point d'accès au droit et à l'égalité	1 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadon	Action: des jeunes acteurs de leur quotidien	3 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadon	Action : accès aux pratiques culturelles et sportives	1 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadon	Action: atelier multimédia	2 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Centre social Tricadon	Action: plateforme linguistique	5 200 €		53	majorité		POL-6574-824
Ville de Carpentras	Action: théâtre forum	3 800 €		53	unanimité		POL-657341-824
UP Ventoux	Action: ateliers de renforcement des compétences et des habiletés techniques	4 000 €		53	unanimité		POL-6574-824
RILE	Action: accompagnement renforcé des publics des quartiers prioritaires à la création d'entreprises, encouragement des femmes à l'entrepreneuriat	5 300 €		52	unanimité	Bruno Gandon	POL-6574-824
Présence Verte Services	Action: en marche vers l'insertion professionnelle	3 000 €		53	unanimité		POL-6574-824
Compagnie des autres	Action: théâtre forum: combattre l'emprise mentale et les cybers dangers	1 600 €		53	unanimité		POL-6574-824
Planning familial	Action: programme de développement affectif et social	2 000 €		53	majorité		POL-6574-824
Collectif ariane	Action: Santé psychique et interculturelité	4 000 €		53	unanimité		POL-6574-824
CIE 84	Action: Pass'emploi	1 000 €		53	unanimité		POL-6574-824

	Association Française de Psychologie	Action: mon stage de troisième	1 500 €	53	unanimité		POL-6574-824
	Compagnons Bâtisseurs Provence	Action: auto réhabilitation accompagnée en Vaucluse : ville de Carpentras	3 000 €	53	unanimité		POL-6574-824
	Radio Territoires Ventoux	Action: quartiers libres	400 €	53	unanimité		POL-6574-824
	Radio Territoires Ventoux	Action: paroles de femmes	300 €	53	unanimité		POL-6574-824
	Centre hospitalier	Atelier santé ville	19 375 €	52	unanimité	Francis Adolphe	POL-6574-824
	ADVSEA	Action: une pluralité de supports éducatifs pour une jeunesse citoyenne	2 752 €	53	unanimité		POL-6574-824
Communication/Culture			36 550 €				
	Association des deux mains	Action: festival soirées d'automne	36 550 €	53	unanimité		SCI-6574-33
Aérodrome			41 900 €				
	ULM Carpentras	Fonctionnement: Vols en ULM - école pilotage	5 500 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	ULM Carpentras	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage (montant maxi)	4 800 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	Aéroclub du Comtat Venaissin	Fonctionnement: Vols en avion de tourisme - école de pilotage (brevet d'initiation aéronautique) - formation continue pilotes	11 000 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	Aéroclub du Comtat Venaissin	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage (montant maxi)	5 520 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	Vélibole	Fonctionnement: Vols en planeurs - école de pilotage - formation continue pilotes	9 500 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	Vélibole	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage (montant maxi)	1 440 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	Constructeurs amateurs d'avions	Fonctionnement: construction avions de tourisme à titre amateur	3 900 €	53	unanimité		AER-6574-4141
	Constructeurs amateurs d'avions	Fonctionnement: remboursement taxes d'atterrissage (montant maxi)	240 €	53	unanimité		AER-6574-4141
Administration générale			108 240 €				

Amicale du personnel de la CoVe	Fonctionnement: animations-activités sportives -sorties-noël des enfants	7 740 €	53	unanimité		SRH-6474-0200
Comité des oeuvres sociales du personnel de la CoVe	Fonctionnement: adhésion au CNVAS (comité national d'action sociale), colis de Noël, tickets cinéma-piscine	100 500 €	53	unanimité		SRH-6474-0200
	TOTAL	716 553 €				

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

**CONVENTION D'OBJECTIF 2018
ENTRE LA CoVe- COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX -COMTAT VENAISSIN
ET LE RILE – PEPINIERE D'ENTREPRENEURS**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1 171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'association RILE – pépinière d'entrepreneurs, dont le siège social est situé 68, rue du refuge à 84200 Carpentras, représentée par monsieur Louis Terrier en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « RILE – pépinière d'entrepreneurs »

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin regroupe 25 communes et constitue l'une des entités locales qui forment le territoire du « bassin d'emploi de Carpentras » sur lequel le RILE – pépinière d'entrepreneurs à vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte dans le domaine de l'animation territoriale et de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise.

L'association RILE – pépinière d'entrepreneurs est une structure d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises. Créée depuis 1991, elle œuvre également en faveur des porteurs de projets à la reprise d'entreprises.

Son activité se décline en plusieurs volets sur le territoire de la CoVe, à savoir :

- l'accompagnement individuel ou collectif des porteurs de projets « de l'idée jusqu'à l'immatriculation »,

- le suivi individuel et collectif en développement d'entreprise dit « post création » à destination :
 - des jeunes entrepreneurs installés sur le territoire
 - des résidents de la pépinière d'entreprise du RILE – Pépinière d'Entrepreneurs
- la gestion d'une pépinière d'entreprises proposant un hébergement en centre-ville de Carpentras à de jeunes créateurs,
- le relais du « Bassin d'Emploi de Carpentras » pour la couveuse départementale CREA,

L'association RILE - Pépinière d'Entrepreneurs est membre :

- du Réseau CréoVaucluse rassemblant l'ensemble des structures d'accompagnement à la création d'entreprise du Vaucluse,
- de l'association ELAN, Association Nationale des Pépinières d'Entreprises,
- de l'association REPERES (REseau des PEpinières d'Entreprises REgion Sud).

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs portant sur les actions que la CoVe et le RILE – pépinière d'entrepreneurs conviennent d'atteindre ensemble dans le cadre d'une stratégie locale en faveur de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprise ainsi qu'en faveur du développement des jeunes entreprises et de l'emploi sur le territoire.

Par la présente convention, le RILE – pépinière d'entrepreneurs s'engage à réaliser le programme d'actions défini à l'article 2, conformément à l'objet social de l'association, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

L'association RILE – pépinière d'entrepreneurs :

- accueille tout porteur de projet qui réside sur le territoire de la CoVe, afin de communiquer l'information de base sur l'environnement de la création d'entreprises, d'accompagner et de conseiller jusqu'à l'aboutissement de leur projet, ou le cas échéant, favoriser leur retour vers un emploi salarié,
- met à disposition des porteurs de projet la documentation nécessaire au travail de préparation qu'ils doivent réaliser,
- oriente les porteurs de projets vers les structures de financement les plus appropriées à leur démarche (Initiative Ventoux, ADIE, Banques, PACA Entreprendre, PROENCIA, BPI, CREASOL, ESIA,...),
- s'engage à renforcer ses partenariats avec d'autres acteurs locaux qui œuvrent sur le territoire de la CoVe dans ce même champ de compétences,

Les actions 2018 du RILE seront axées sur la thématique principale « **ACCOMPAGNEMENT ET INNOVATION** » ; elles se déclinent de façon plus spécifique comme suit :

- un volet accueil, accompagnement des porteurs de projet à la création et reprise d'entreprise

- un volet accompagnement et animation de l'innovation sur le territoire notamment au travers de l'action RILE'INNOV
- un volet animation de réseaux (programme commun avec les autres acteurs de l'accompagnement de réunions thématiques tournées vers les entreprises)

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin apportera son soutien au RILE - pépinière d'entrepreneurs, afin de pérenniser son activité, sous la forme d'une subvention calculée de la façon suivante :

- une part fixe et plafonnée de 26 200 euros au titre des actions détaillées dans l'article 2
- une part fixe et plafonnée de 5 300 euros au titre du contrat de ville : accompagnement renforcé à la création d'entreprises des publics des quartiers prioritaires et encouragement des femmes à l'entrepreneuriat
- Soit un financement global à hauteur de **31 500 euros**

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

La CoVe se réserve le droit de solliciter à tout moment les justificatifs relatifs aux actions financées au titre de la présente convention.

Le RILE- pépinière d'entrepreneurs s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

Le RILE- pépinière d'entrepreneurs s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « la Provence créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

De plus, le RILE s'engage par la présente à faire figurer la marque « mon premier bureau » sur le fronton de son bâtiment et dans ses supports de communication en respectant la charte de marque.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de la subvention, calculé selon les critères précédemment énoncés sera versé selon les modalités suivantes :

- un 1^{er} versement correspondant à 70% du financement global soit 22 050 €,
- un 2^{ème} versement correspondant au solde dû, sur demande du RILE – pépinière d'entrepreneurs. Cette demande devra IMPERATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 3 novembre 2018, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au 31 octobre 2018.

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du Bureau
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La présente convention a la possibilité d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses, ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par le RILE – pépinière d'entrepreneurs.

Cette dénonciation de convention devra alors être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

Le président
Louis Terrier

**CONVENTION D'OBJECTIF 2018
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN ET LE COMITÉ DE BASSIN D'EMPLOI C.B.E -
PAYS DU VENTOUX COMTAT VENAISSIN**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1 171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

Le Comité de Bassin d'Emploi – C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin, domicilié 1 268, avenue Dwight Eisenhower – 84 200 Carpentras, représenté par monsieur Camille Senoble, en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommé « C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin »

D'AUTRE PART

PRÉAMBULE

La CoVe regroupe 25 communes et constitue l'une des entités locales qui forment le territoire du « bassin d'emploi de Carpentras » sur lequel le C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin a vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte dans le domaine de **l'animation territoriale et de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises.**

Le C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin est une structure associative de soutien et de promotion du développement local organisée à l'échelle du bassin d'emploi de Carpentras.

Issu de la volonté de l'Etat, des élus et des acteurs socio-économiques locaux, le C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin est également une structure associative d'animation et d'ingénierie dont la vocation est le développement global en faveur de l'emploi. En conformité avec le décret n°2002-790 du 3 mai 2002 et la circulaire n° 2004/007 du 16 février 2004, le C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin est agréé par l'Etat par arrêté préfectoral.

Réunissant dans son conseil d'administration des élus locaux, des chefs d'entreprise, des représentants des salariés ainsi que des représentants du secteur associatif et de l'économie sociale et solidaire, ainsi que des représentants institutionnels, le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin anime sur l'aire géographique qu'il couvre des actions partenariales de développement local en vue de contribuer à l'amélioration de la situation de l'emploi.

Le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin préconise le partenariat et le décloisonnement institutionnel ainsi que l'élargissement à la société civile comme éléments de méthode de travail.

Le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin est fondé sur les principes suivants :

- une volonté politique concertée (diagnostic partagé, coopération entre les acteurs institutionnels, économiques et sociaux) qui doit se traduire en actions concrètes ;
- un engagement des partenaires : le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin se doit de faire vivre le partenariat entre les acteurs du territoire ;
- une adaptation des périmètres à l'action compte tenu de la fluctuation des réalités de l'économie, des institutions, des événements de la vie des habitants en dehors du travail ;
- la prise en compte de la diversité des territoires de référence.

À l'instar des autres C.B.E, les 4 axes d'intervention du CBE pays du Ventoux Comtat Venaissin sont de :

- faire naître de nouvelles activités ;
- structurer et valoriser le territoire ;
- former pour l'emploi ;
- améliorer la compétitivité des entreprises.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs portant sur les actions que la CoVe et le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin conviennent d'atteindre ensemble dans le cadre d'une stratégie locale en faveur de l'accompagnement à la création et reprise d'entreprises.

Par la présente convention, le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin s'engage à réaliser le programme d'actions défini à l'article 2 conformément à l'objet social de l'association et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Le C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin, dont une partie du territoire d'intervention correspond au territoire de la CoVe :

- accueille et accompagne des créateurs d'entreprises et plus généralement tout porteur de projet à dimension socio-économique. Cette activité comprend en particulier, l'information de premier niveau (réunions collectives et entretiens individuels), ainsi qu'un accompagnement sur-mesure « ante et post création » ;
- met à disposition des porteurs de projet la documentation nécessaire au travail de préparation qu'ils doivent réaliser ;
- assure des permanences telles qu'elles ont été définies au regard des besoins du territoire : à Carpentras sur un rythme hebdomadaire et à Sarrians toutes les deux semaines ;
- oriente les porteurs de projets vers les structures de financement les plus appropriées à leurs démarches ;
- coordonne, dans un souci d'efficacité, de lisibilité et de qualité du service, son activité d'accompagnement avec les structures locales partenaires et notamment les associations RILE et Initiative Ventoux ;

- accompagne les chefs d'entreprise dans le cadre de suivis individuels en « post création » (élaboration de diagnostics et de plan d'action ciblés...).

Les actions 2018 du CBE seront axées sur la thématique principale « **emploi, économie sociale et solidaire (ESS) et numérique** » ; elles se déclinent de façon plus spécifique comme suit :

- volet numérique : participation à la réflexion sur le projet gare numérique / open data, implication dans le lab de la gare numérique et dans le déploiement du camion numérique
- volet territoire rural : étude de marché dans le cadre du dispositif centre bourg
- volet économie circulaire & de la fonctionnalité en partenariat avec Carpensud : préparer, inventorier l'existant. Animation d'un groupe de travail, prospect de partenaires
- volet emploi sur les thèmes suivants notamment : cosmétique, conjoint, seniors,...
- volet Economie Sociale et Solidaire (ESS) : accompagnement de projets ESS,

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

La communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin apportera son soutien au C.B.E. pays du Ventoux Comtat Venaissin, afin de pérenniser son activité, sous la forme d'une subvention calculée de la façon suivante :

- une part fixe et plafonnée de 24 250 euros au titre des actions détaillées dans l'article 2

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

La CoVe se réserve le droit de solliciter à tout moment les justificatifs relatifs aux actions financées au titre de la présente convention.

L'association C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

Le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin s'engage dès le lancement officiel de la marque territoriale économique « La Provence Créative » le 21 mars 2017, à systématiquement associer le logotype de la marque partagée en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de la subvention, calculé selon les critères précédemment énoncés sera versé selon les modalités suivantes :

- un 1er versement correspondant à 70% du financement global soit 16 975 €,
- un 2^{ème} versement correspondant au solde dû, sur demande du C.B.E Pays du Ventoux Comtat Venaissin. Cette demande devra IMPÉRATIVEMENT parvenir au service développement

économique de la CoVe au plus tard le 3 novembre 2018, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au **31 octobre 2018**.

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du bureau
- la composition du conseil d'administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La présente convention a la possibilité d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par le C.B.E pays du Ventoux Comtat Venaissin.

Cette dénonciation de convention devra alors être formulée, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux

À Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

Le président
Camille Senoble

**CONVENTION D'OBJECTIF 2018
ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN ET ECTI**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1 171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'association ECTI, professionnels seniors délégation Vaucluse, domiciliée à la maison du département 111, boulevard Albin Durand 84200 Carpentras, représentée par monsieur Bernard Piet en sa qualité de délégué départemental de ladite association,

Ci-après dénommée « ECTI ».

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin regroupe 25 communes sur lesquelles ECTI, délégation départementale Vaucluse de l'association nationale ECTI, a vocation à intervenir au titre de la compétence développement économique de la CoVe et plus particulièrement en matière d'actions visant à développer le tissu économique existant.

ECTI, délégation départementale Vaucluse a été créée en 2006 et regroupe aujourd'hui un réseau d'experts bénévoles d'une trentaine de personnes dont l'activité est d'assurer un appui et une assistance aux TPE, PME et PMI du département de Vaucluse notamment en matière d'audit et de conseil en stratégie de développement (finance, gestion, marketing, ressources humaines, organisation...).

L'objectif pour ECTI est de répondre soit à un besoin de développement, soit à un besoin d'amélioration d'un certain nombre de points faibles.

L'intervention de leurs experts est gratuite, mais l'association demande à l'entreprise de contribuer, dans la mesure de ses moyens, aux coûts de fonctionnement au travers d'une cotisation correspondant à la durée du partenariat et à la prise en charge des frais de déplacement de leurs experts.

La méthodologie de leur mission auprès des entreprises s'appuie sur :

- un entretien approfondi avec l'entreprise permettant d'exprimer concrètement leurs besoins,
- une adhésion de l'entreprise à ECTI France,
- la rédaction d'une convention de mission couvrant la durée de celle-ci,
- la désignation d'un ou plusieurs experts appropriés aux besoins de développement ou d'amélioration identifiés au sein d'une entreprise,
- des frais de déplacement d'experts payés par l'entreprise,
- la mise en œuvre et le suivi de la mission souhaitée par l'entreprise,
- la rédaction d'un rapport de fin de mission.

L'association ECTI, délégation départementale Vaucluse est une des délégations départementales de l'association ECTI, créée en 1974. ECTI est une association nationale sans but lucratif, reconnue d'utilité publique, qui compte aujourd'hui près de 3.000 professionnels seniors prêts à transmettre leur savoir-faire en France et à l'étranger.

Implantée dans le département de Vaucluse, ECTI, délégation départementale Vaucluse travaille avec un bon nombre de structures d'aide à la création et à l'accompagnement d'entreprises du département de Vaucluse notamment dans le cadre de sa participation aux comités techniques et d'agrément de ces dernières. Elle a développé également des partenariats à l'échelle du département, entre autre avec le conseil départemental et la chambre des métiers. Des relations étroites ont été établies avec la chambre de commerce et d'industrie à travers la maison de l'entrepreneur et également avec le CBE du Pays du Ventoux Comtat Venaissin.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs et moyens que la CoVe et ECTI, délégation départementale Vaucluse, conviennent de mettre en œuvre pour développer des actions d'expertise et de conseil en faveur de la pérennisation et du développement des entreprises du territoire de la CoVe.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Par la présente convention, l'association ECTI, délégation départementale Vaucluse, s'engage, par le biais de la thématique « expertise d'entreprises en développement » à porter l'action intitulée : expertise d'entreprises en développement et à :

- répondre aux lettres de mission que la CoVe souhaitera lui confier ; pour ce faire, chaque lettre de mission de la CoVe désignera l'entreprise qui sur le territoire de la CoVe aura été identifiée selon les critères d'intervention définis dans l'article 4 de la présente convention,
- mettre en œuvre les moyens humains et techniques dont dispose ECTI, délégation départementale Vaucluse, pour répondre aux besoins d'intervention des entreprises pré-identifiées, du territoire de la CoVe,
- rédiger avant le démarrage de chaque mission une « fiche d'intervention » qui aura pour objectif de convenir d'un commun accord entre les différentes parties du nombre de journées d'intervention et du nombre d'Ectiens mobilisables pour mener à bien la mission identifiée. Les trois signatures requises sur la « fiche d'intervention » ainsi rédigée étant celles de la CoVe, d'ECTI, délégation départementale Vaucluse, et de l'entreprise concernée,
- rédiger un rapport de fin de mission attestant des résultats obtenus.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4. Critères d'intervention retenus

Deux critères d'intervention sont retenus par la CoVe, afin de mandater ECTI, délégation départementale Vaucluse, auprès d'entreprises du territoire de la CoVe, à savoir :

- les entreprises volontaires rencontrant des enjeux de développement et implantées sur le territoire de la CoVe,
- les entreprises ayant la nécessité de remédier à des dysfonctionnements spécifiques (management, finances, gestion des ressources humaines...), voire en difficulté.

Par ailleurs, d'autres interventions concernant divers projets de développement économique de la CoVe pourront également faire l'objet d'un mandat auprès d'ECTI, délégation départementale Vaucluse, notamment en ce qui concerne le projet de requalification du parc d'activités du marché gare de Carpentras et l'accompagnement que la CoVe souhaitera apporter au développement du marché horticole & pépinières Ventoux - Provence.

ARTICLE 5. Participation financière de la CoVe

Afin de mettre en œuvre les principes de partenariat énoncés à l'article 2 de la présente convention, la CoVe s'engage à acquitter après contrôle des objectifs atteints le montant de 100 € par journée et par Ectien, sur la base de 15 journées de missions (1 Journée - 1 Ectien) par an au maximum, soit 1 500 € par an au maximum.

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du Conseil de Communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du Bureau
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 6. Contrôle et suivi des objectifs

ECTI s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « la Provence créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

A réception de chaque rapport de fin de mission, la CoVe appréciera le travail d'expertise, d'audit et/ou de conseil réalisé par ECTI, délégation départementale Vaucluse, ainsi que la tangibilité des objectifs atteints ou sur le point d'être atteints ; cette appréciation permettra la possibilité :

- soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies à l'article 8,
- soit de mettre en place une nouvelle « lettre de mission » dans le respect des règles définies aux articles 2, 3 et 4.

ARTICLE 7. Modalités de paiement

Le montant de la subvention, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé sur demande de l'association ECTI Vaucluse. Cette demande devra **IMPERATIVEMENT** parvenir au **service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2018**, rapports de fin de mission correspondants à l'appui.

ARTICLE 8. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 9. Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par ECTI, délégation départementale Vaucluse.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

Le délégué départemental
Louis Terrier

**CONVENTION D'OBJECTIF 2018
ENTRE LA CoVe- COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN ET INITIATIVE VENTOUX**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par Monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

La plate-forme France initiative « Initiative Ventoux » domiciliée 32, impasse de l'hôpital – 84 200 Carpentras, représentée par Monsieur José Alazard, en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « Initiative Ventoux »

D'AUTRE PART

PRÉAMBULE

Initiative Ventoux est une des sept plates-formes France initiative du département de Vaucluse. Les plates-formes France initiative sont des associations créées par des acteurs de l'économie locale (collectivités locales, entreprises, organisations professionnelles et organismes financiers), dont les missions principales consistent en :

- un appui personnalisé au montage des projets de création, reprise et « primo-développement » d'entreprises ;
- une expertise et une labellisation des projets par des professionnels ;
- un soutien financier sous forme de prêt d'honneur, sans intérêt ni prise de garantie ;
- une aide à l'obtention d'autres sources de financements : prêts bancaires et autres dispositifs publics (NACRE, prêts à la création d'entreprise – PCE, fonds régional de garantie, PRTE, PRCE, etc...) ;
- un suivi technique et un accompagnement pendant les premières années de vie de l'entreprise ;
- l'animation d'un club de créateurs.

Initiative Ventoux a été créée en 1999 à l'initiative de la ville de Carpentras et de nombreux autres acteurs locaux (banques, chefs d'entreprise...).

Elle adhère à France initiative, réseau national qui offre une structure d'information, de formation et de fédération.

Elle est également membre du Réseau CréoVaucluse qui regroupe une trentaine de structures départementales qui œuvrent dans le même sens.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Par le soutien qu'elle apporte aux créateurs et repreneurs d'entreprises, Initiative Ventoux amplifie les actions menées au niveau local en faveur de la création d'emploi et d'activité par les structures de « primo-accueil » - RILE – Pépinière d'entrepreneurs et CBE pays du Ventoux Comtat Venaissin en particulier.

La communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin regroupe 25 communes et constitue l'une des entités locales qui forment le territoire du « bassin d'emploi de Carpentras » sur lequel Initiative Ventoux a vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte dans le domaine de l'animation territoriale et de l'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises.

ARTICLE 1. Objet de la Convention

La présente convention a pour objet d'établir une convention d'objectifs et de moyens portant sur les actions que la « CoVe » et Initiative Ventoux conviennent de développer ensemble dans le cadre d'une stratégie locale en faveur de la création d'entreprises et d'emplois.

Les actions 2018 seront axées sur la thématique principale « FINANCEMENT » ; elles se déclinent de façon plus spécifique comme suit :

- un volet expertise financière ;
- un volet déploiement du « prêt croissance » ;
- un volet accompagnement à l'emploi qualifié via le dispositif ARDAN ;
- un volet animation (programme commun avec les autres acteurs de l'accompagnement de réunions thématiques tournées vers les entreprises) et club d'entrepreneurs ;
- un volet relais local du dispositif « boutique à l'essai ».

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

- Les partenariats existants avec les structures locales de « primo-accueil » que sont (en sus des chambres consulaires) le RILE - Pépinière d'entrepreneurs et le CBE pays du Ventoux Comtat Venaissin, seront renforcés, afin que les porteurs de projet aient une meilleure lisibilité de l'offre en matière d'aide aux entrepreneurs ;
- le club des créateurs « la boîte à boss », force de propositions et complément essentiel du programme d'accompagnement post-crédation, sera conforté dans ses actions : site internet, thèmes d'information ou formations, participation aux manifestations locales etc...), pour apporter un soutien accru aux jeunes chefs d'entreprise ;
- le partenariat avec les banques locales, déjà efficace, sera proposé aux établissements non encore mobilisés, de sorte à faire bénéficier aux porteurs de projets d'un réseau fort en terme d'accès au financement ;
- la communication sur les actions entreprises par chacun des partenaires sera relayée à travers des manifestations communes : remises de labels, sorties créateurs dans des locaux des communes ou EPCI à raison de trois par an et à travers les diverses publications/diffusions d'Initiative Ventoux ou de la CoVe ;
- la compétence et le professionnalisme des animateurs d'Initiative Ventoux étant une des clefs de voûte de la réussite de ses missions, ils suivront les formations offertes par les différents organismes spécialisés (IRCE, FI, APCE...), afin de renforcer leur professionnalisation et la qualité de leur accompagnement, autant que le permettra l'organisation interne.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

La communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin apportera son soutien à Initiative Ventoux, afin de pérenniser son activité, sous la forme d'une subvention calculée de la façon suivante :

- une partie variable, déterminée sur la base des actions réalisées du 1^{er} novembre 2017 au 31 octobre 2018, selon le critère qualitatif suivant :
 - critère : 230 € par dossier expertisé par le comité d'agrément
une part fixe additionnée à la part variable le tout plafonnée à 33 100 euros au titre des actions détaillées dans l'article 1

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

La CoVe se réserve le droit de solliciter à tout moment tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Initiative Ventoux s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

Initiative Ventoux s'engage à systématiquement associer le logotype de la marque partagée « la Provence créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

De plus, Initiative Ventoux s'engage par la présente à faire figurer la marque « mon premier bureau » sur le fronton de son bâtiment et dans ses supports de communication en respectant la charte de marque.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

Le montant de la subvention, calculé selon les critères précédemment énoncés, sera versé selon les modalités suivantes :

- **un 1^{er} versement** correspondant à 70% du montant soit 23 170 €.
- **un 2^{ème} versement** correspondant au solde dû au regard de la partie variable critères 1 à 6, sur demande de l'association Initiative Ventoux. Cette demande devra IMPÉRATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 3 novembre 2018, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au 31 octobre 2017 et justificatifs correspondant à l'appui (dont procès-verbaux des comités techniques et des comités d'agréments).

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du bureau ;
- la composition du conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres ;
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 7. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La présente convention a la possibilité d'être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par Initiative Ventoux.

Cette dénonciation de convention devra alors être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en deux exemplaires originaux

À Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

Le président
José Alazard

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

**CONVENTION DE PARTENARIAT 2018
ENTRE LA CoVe- COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN ET CARPENSUD**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1 171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

CARPENSUD, association de chefs d'entreprise, domiciliée 1 259, avenue des marchés - 84200 Carpentras, représentée par monsieur Patrick Poudevigne en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « CARPENSUD »

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin regroupe 25 communes dont Carpentras, « ville-centre » sur laquelle l'association CARPENSUD, a vocation à intervenir.

En sa qualité de structure intercommunale, la CoVe a pour objet d'exercer la compétence développement économique au titre d'une de ses compétences obligatoires, et elle s'emploie en conséquence à mettre en œuvre et à développer une politique forte visant à soutenir et à développer le tissu économique local.

L'association CARPENSUD créée en 1996 à l'initiative de chefs d'entreprises implantés dans le sud de Carpentras et dans la zone géographique dite de « Prato » de Pernes les Fontaines est un acteur au service de la communauté entrepreneuriale et associative locale. Son activité vise à accompagner le développement des TPE, PME et PMI de la zone géographique concernée en facilitant notamment les échanges et la mutualisation de bonnes pratiques entre les entreprises adhérentes, et en oeuvrant aux côtés des acteurs publics et privés de Vaucluse en vue de créer un partenariat efficace et durable entre les différents acteurs économiques de ce territoire.

Implantée à Carpentras depuis 20 ans, l'association regroupe aujourd'hui plus de 115 chefs d'entreprises adhérents soit environ 3000 salariés et représente l'un des partenaires avec lequel la CoVe a souhaité développer ces dernières années des actions de développement économique et d'animation territoriale.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs et moyens que la CoVe et l'association CARPENSUD conviennent de mettre en œuvre pour développer des actions de soutien, de conseil et de collaboration, en faveur de la pérennisation et du développement des entreprises implantées sur les zones d'activités de Carpentras au sud de la commune.

Conformément à l'objet social de l'association, CARPENSUD s'engage à réaliser le programme d'actions tels que défini aux Articles 2 et 4, et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

ARTICLE 2. Objectifs et moyens

Plus qu'un réseau d'entrepreneurs, l'association est aujourd'hui un acteur et un partenaire économique de la communauté d'agglomération, dont la mission est très clairement de promouvoir, de soutenir et d'accompagner les entreprises adhérentes de l'association implantées sur les zones d'activités de Carpentras au sud de la commune.

Organisée en commissions thématiques son activité vise à assurer un appui et une assistance aux TPE, PME et PMI de la zone géographique concernée, notamment sur les questions relatives à la sécurité, la signalétique, la promotion de l'environnement, l'immobilier, l'emploi, et la mutualisation des achats.

C'est par la mise en place d'outils de communication tels que, un site web, un annuaire des entreprises, un journal et une lettre d'information, que l'association impulse une dynamique, favorise les échanges et la convivialité entre les entreprises, et participe à la promotion des entreprises de Carpentras auprès des pouvoirs publics et privés du territoire, et plus largement du département.

Association à but non lucratif, l'association CARPENSUD a pour objectif de répondre d'une part à un besoin de représentation auprès des partenaires économiques publics et privés du territoire de la CoVe, et d'autre part à un besoin d'amélioration et de développement du tissu économique local et des entreprises et associations adhérentes.

Pour mener à bien ses missions, l'association CARPENSUD participe notamment aux groupes de travail et comités de pilotage initiés par les différents acteurs institutionnels et/ou consulaires que sont l'Etat (DDE,...), le conseil départemental de Vaucluse, le Conseil Régional PACA, la CoVe, la commune de Carpentras, la CCI, mais également aux échanges organisés par le tissu économique entrepreneurial et associatif local que sont la Boîte à Boss, l'association des commerçants de Carpentras.

L'association est par ailleurs partenaire du RILE, d'Initiative Ventoux, et du CBE - Pays du Ventoux Comtat Venaissin dans le cadre de l'accompagnement à la création/reprise d'entreprises.

En termes de moyens humains, CARPENSUD s'appuie sur des administrateurs, personnes physiques ou morales exerçant une activité dans le périmètre géographique de l'association, et une « Animatrice » salariée à temps partiel.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4. Critères d'intervention retenus

Par la présente convention, l'association CARPENSUD s'engage, à l'échelle des zones d'activités existantes et à venir notamment mais pas exclusivement au sud de la communes de Carpentras, à mener les actions axées sur la thématique « animation ZAE), comme suit :

- Volet animation ZAE(S)
- Volet économie circulaire en partenariat avec le CBE
- Requalification & signalétique
- Liens étudiants & entreprises
- Visites d'entreprises

Par ailleurs, en référence au plan d'actions du schéma directeur de stratégie de développement économique et de parcs d'activités validé par la CoVe d'autres interventions concernant divers projets de développement économique de la CoVe pourront également faire l'objet d'une sollicitation auprès de CARPENSUD.

ARTICLE 5. Participation financière de la CoVe

Afin de mettre en œuvre les principes de partenariat énoncés aux articles 2 et 4 de la présente convention, la CoVe s'engage au titre de l'année 2018 à verser à l'association CARPENSUD une subvention forfaitaire de :

9.700 €

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du conseil de communauté et comportera à minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du Bureau
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 6. Contrôle et suivi des objectifs

L'association CARPENSUD s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer la participation de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

A l'issue des travaux de partenariat effectués, la CoVe appréciera le travail réalisé, et la plus-value des missions mises en œuvre par CARPENSUD cette appréciation permettra la possibilité :

- soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies à l'article 8,

- soit de mettre en place une nouvelle convention d'objectifs dans le respect des règles définies aux articles 2, 3 et 4.

Carpensud s'engage à **systématiquement associer le logotype de la marque partagée « la Provence créative » en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.**

ARTICLE 7. Modalités de paiement

Le montant de ladite subvention forfaitaire, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé à l'Association CARPENSUD, à hauteur de 70% dès la signature de la présente convention de partenariat, et le **solde après demande de l'Association CARPENSUD. Cette demande devra IMPERATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2018,** rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au 31 octobre 2018 à l'appui.

ARTICLE 8. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 9. Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par l'Association CARPENSUD.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

Le président
Patrick Poudevigne

**CONVENTION DE PARTANERIAT ENTRE La CoVe - COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN ET CARPENSUD POUR LE
PROJET « ECONOMIE CIRCULAIRE »**

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1 171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

CARPENSUD, association de chefs d'entreprise, domiciliée 1 259, avenue des marchés - 84200 Carpentras, représentée par monsieur Patrick Poudevigne en sa qualité de président de ladite association,

Ci-après dénommée « CARPENSUD »

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Au cours de la prochaine décennie, de nombreux emplois et secteurs d'activités sont amenés à disparaître ou à évoluer. Il convient donc pour les territoires d'œuvrer, en lien avec le tissu économique local, à l'émergence de nouvelles activités profitables aux entreprises tout comme à l'action publique.

C'est ce que sous-tend l'économie circulaire et/ou l'économie régénérative.

L'objectif est de créer de nouveaux emplois non délocalisables, de réduire les coûts de fonctionnement, d'apporter un avantage concurrentiel aux entreprises et de renforcer l'attractivité économique du territoire.

Identifiée comme un des piliers du futur schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, l'économie circulaire consiste à mettre en commun des ressources, des moyens et des services permettant de réduire les coûts de fonctionnement, de créer des emplois nouveaux, d'offrir des services avantageux aux entreprises et/ou à leurs salariés ainsi que d'améliorer l'attractivité économique du territoire.

Le pôle d'activités Carpensud, avec plus de 320 activités et 3 100 salariés, répartis sur plusieurs zones d'activités (marché gare Bellecour, Villefranche, Terradou, Eisenhower) et communes

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

(Carpentras et Pernes les Fontaines), est la bonne échelle pour le lancement d'un projet d'économie circulaire à l'échelle du territoire de la CoVe.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La Présente convention a pour objet d'établir les termes d'un partenariat entre l'association Carpensud et la CoVe pour la mise en œuvre d'un projet « économie circulaire ».

Conformément à l'objet social de l'association, CARPENSUD s'engage à la mise en place effective du projet décrit aux Articles 2 et 4.

ARTICLE 2. Les actions et projets à mettre en œuvre pour 2018

Les principes de l'économie circulaire sous-tendent l'idée d'une économie locale régénérative. Autrement dit, il s'agit de créer les conditions permettant à l'économie locale de s'alimenter elle-même et de moins dépendre du prix et de la disponibilité des ressources naturelles.

Dans un intérêt commun, entreprises et collectivités, auront de plus en plus intérêt à trouver des passerelles permettant à chacun de réduire ses coûts de fonctionnement, de créer de l'emploi, de renforcer l'attractivité du territoire et valoriser des ressources jusqu'ici négligées.

Deux axes prioritaires sont identifiés pour l'année 2018, avec pour chacun de ces axes des actions concrètes identifiées.

2.1) Accompagner la CoVe sur des actions ciblées et concrètes visant notamment à favoriser l'implantation d'entreprises sur le territoire

- ☐ Action 1.1 : Valorisation des produits connexes fruits et légumes
Que ce soit dans l'objectif d'une valorisation énergétique ou d'une valorisation matière les produits connexes de type fruits et légumes sont une richesse locale inexploitée. Plusieurs projets d'entreprises se sont fait jour et pourraient permettre de créer de nouvelles activités économiques tout en améliorant la valorisation de ces sous-produits.
- ☐ Action 1.2 : Valorisation des déchets plastiques
De nouveaux outils numériques permettent d'envisager une valorisation des déchets plastiques à une échelle locale. L'atelier de fabrication numérique qui fera partie intégrante du projet de gare numérique prévoit de s'équiper d'une machine à cet effet. Le travail restant à faire consistera à identifier des gisements et des partenariats
- ☐ Action 1.3 : Valorisation du compost issu de la composterie de Loriol du Comtat
La communauté d'agglomération produit un compost normé et de qualité pouvant être utilisé en agriculture biologique. Néanmoins, celui-ci fait l'objet d'une valorisation qui pourrait être optimisées. La diversification des marchés de valorisation sous-entend une démarche proactive auprès de possibles utilisateurs de compost, qu'ils soient particuliers, professionnels ou agriculteurs.

Pour chacune de ces actions, le rôle de l'association **Carpensud**, aux côtés du service développement économique de la CoVe, sera d'apporter une aide avant tout logistique à la collecte de données, l'identification d'entreprises locales partenaires et la quantification de gisements potentiels à valoriser.

2.2) Organiser et animer des groupes de travail sur les thèmes économie circulaire et/ou économie de la fonctionnalité afin de détecter de nouvelles opportunités économiques pour le territoire

A l'issue d'un séminaire dédié à l'économie circulaire et l'économie de la fonctionnalité, organisé en 2017 par l'association Carpensud et Le CBE Ventoux, les entreprises et autres partenaires économiques présents ont identifiés deux thématiques prioritaires. Pour l'année 2018, il s'agira pour chacune de ces deux thématiques d'organiser des groupes de travail et d'échanges permettant d'identifier de futurs projets et actions à mener. Ce travail est essentiel pour la pérennisation des actions en matière d'économie circulaire et d'économie de la fonctionnalité

☐ **Groupe de travail n°1 : Ressources humaines**

- Comment faire face aux variations des charges de travail des entreprises ?
- Sensibilisation des entreprises aux outils de mutualisation RH existant
- Travailler sur la création d'outils numérique pour centraliser les besoins, du type portail des besoins et compétences

☐ **Groupe de travail n°2 : matière**

- Comment améliorer la valorisation des déchets issus des activités économiques du territoire, notamment en lien avec les métiers de la construction et du BTP ?
- Identification des filières existantes sous-exploitées
- Identification de filières de valorisation manquantes sur le territoire

L'association Carpensud, en partenariat avec le CBE Ventoux a pour rôle d'**organiser et d'animer ces deux groupes de travail en impliquant le plus largement possible les entreprises et acteurs économiques pertinents** pour chacune d'elles.

ARTICLE 3. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2018.

ARTICLE 4. Participation financière de la CoVe

Le montant de la participation financière de la CoVe s'élève pour l'année 2018 à 4 000 €. Celui-ci doit permettre le financement d'un poste d'animateur économie circulaire à mi-temps, la mise en œuvre effective des actions prévues à l'article 2 de la présente convention et la définition de nouveaux partenaires financiers pour la pérennisation du PDIE de Carpensud.

ARTICLE 5. Contrôle et suivi des objectifs

L'Association CARPENSUD s'engage à associer la CoVe à toute manifestation relative aux actions financées, et à référencer le rôle de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin dans tout document s'y rapportant.

Tout au long de l'année, la CoVe appréciera le travail réalisé et la plus-value des missions mises en œuvre par CARPENSUD. Elle appréciera également, le respect des obligations de référencement de la CoVe dans les actions, documents et manifestations qui pourraient être organisées par l'association Carpensud, en lien avec le projet économie circulaire. Cette appréciation permettra la possibilité :

- soit de mettre fin à la présente convention, suivant les modalités administratives définies à l'article 8,
- soit de mettre en place une nouvelle convention de partenariat dans le respect des règles définies aux articles 2, 3 et 4.

Carpensud s'engage dès le lancement officiel de la marque territoriale économique « La Provence Créative » le 21 mars 2017, à systématiquement associer le logotype de la marque partagée en respectant la charte de marque, à tout support de communication et à tout événement se déroulant sur le territoire de la CoVe.

ARTICLE 6. Modalités de paiement

L'association s'engage à présenter chaque année une demande motivée de subvention par écrit faisant état de l'avancement du projet conformément aux articles 3, 4 et 5 de la présente convention.

Cette demande de subvention comportera à minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du Bureau
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,

- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activités.

Le montant de ladite subvention forfaitaire pour l'année 2018, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 3, 4 et 5 précédemment énoncés, sera versé à l'Association CARPENSUD en une fois.

- Pour un montant de 4 000 € à la signature de la convention

ARTICLE 7 – Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8 – Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du projet engagé par l'association CARPENSUD.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

Le président
Patrick Poudevigne

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE PARTENARIAT 2018 ENTRE la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) ET VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITE</p>

ENTRE les soussignés :

La CoVe, communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé 171, avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par monsieur Francis Adolphe en sa qualité de président de ladite communauté, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018,

Ci-après dénommée « CoVe – communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

L'agence départementale de l'attractivité de Vaucluse, dont le siège social est situé 12 rue Collège de la Croix, 84000 Avignon

Ci-après dénommée « Vaucluse Provence Attractivité »,

D'AUTRE PART.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet de la convention

Vaucluse Provence Attractivité, issue de la fusion de Vaucluse Développement et Vaucluse Tourisme, a pour objectif principal de promouvoir le département dans toutes ses dimensions et renforcer ainsi l'attractivité du territoire auprès des touristes, des talents et des investisseurs, français et étrangers.

Les principales missions de l'association sont notamment de :

- valoriser l'offre territoriale et les filières économiques, tant en France qu'à l'International,
- prospecter des investisseurs et favoriser l'implantation de nouvelles activités et la création d'emplois,
- assurer la connaissance du territoire en matière de développement touristique et des filières d'activités,
- collaborer avec les partenaires locaux et territoriaux afin de rechercher la complémentarité et la cohérence des stratégies et actions mises en œuvre,

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

- être un lieu d'étude, de réflexion et de concertation sur les sujets qui concourent au développement et à l'attractivité du Vaucluse.

Afin de mener à bien ses missions, Vaucluse Provence Attractivité se propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- la mise en place d'actions de promotion et de marketing,
- la participation à des salons professionnels ou conventions d'affaires,
- la réalisation d'éductours, l'accueil de journalistes,
- l'observation statistique et économique.

La présente convention a pour objet d'assurer et de développer la complémentarité des actions de Vaucluse Provence Attractivité et des services de la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), afin d'œuvrer de concert à l'attractivité du territoire concerné.

Article 2 : Principe du partenariat

2.1. Vaucluse Provence Attractivité s'engage à :

- Porter à la connaissance de la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), les objectifs et les programmes d'actions annuels arrêtés par ses instances, dont elle assurera la mise en œuvre avec l'ensemble de ses partenaires locaux.
- Promouvoir l'offre de la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) auprès des investisseurs potentiels, des touristes et voyageurs et autres professionnels du tourisme, sur tous les supports de communication développés par Vaucluse Provence Attractivité (site internet, réseaux sociaux, newsletter, plaquette filière...).
- Mettre à disposition ses travaux d'études et d'analyses sur le département de Vaucluse réalisés dans le cadre des objectifs et programmes d'actions précités.
- Soutenir et contribuer aux actions des EPCI, en cohérence avec la politique départementale de développement à laquelle participe Vaucluse Provence Attractivité.
- Participer aux réflexions stratégiques soutenues et animées par la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), pouvant porter sur le positionnement stratégique du territoire, la création de nouveaux sites ou reconversion de sites existants, le développement de nouveaux projets ou encore l'organisation d'événements.
- Dans le cadre d'études menées conjointement, mettre à la disposition de la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) l'ensemble des résultats relatifs au territoire, analysés par Vaucluse Provence Attractivité et issus des données du pôle "Ingénierie et Territoires", notamment Flux Vision Tourisme, outil développé en partenariat avec Orange et Tourisme & Territoires, et permettant de disposer d'indicateurs innovants sur la fréquentation des territoires.

- Informer et associer la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) à toute visite de site sur son territoire.
- Associer les techniciens de la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) aux rencontres trimestrielles organisées par Vaucluse Provence Attractivité réunissant les autres EPCI membres de l'Agence et ayant pour objet de favoriser les échanges, informer les techniciens des EPCI des actions conduites par l'Agence et faire un point sur les projets en cours de suivi

2.2. La Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) s'engage à :

- Informer les services de Vaucluse Provence Attractivité sur :
 - les enjeux des politiques générales de développement arrêtées, les projets de territoires correspondants et les programmes d'actions de l'EPCI qui en découlent ;
 - les besoins des entreprises dont elle a connaissance, soit candidates à l'implantation en Vaucluse, soit existantes (développement, extensions, restructurations, etc.).
- Mettre à disposition de Vaucluse Provence Attractivité les informations, études et diagnostics socio-économiques territoriaux dont elle dispose.
- Mettre à disposition de Vaucluse Provence Attractivité les éléments du Système d'Information Géographique (SIG) éventuellement réalisés, tels que statistiques, cartes, dossiers techniques, etc.
- Soutenir, encourager et contribuer aux actions territorialisées de Vaucluse Provence Attractivité s'inscrivant dans un schéma de développement économique de portée départementale.
- Mettre à disposition de Vaucluse Provence Attractivité le descriptif des parcs d'activités, les terrains et immobiliers d'entreprises disponibles sur le territoire, afin d'alimenter les données du pôle "immobilier et foncier" et de veiller à la mise à jour régulière de ces données.

2.3. Vaucluse Provence Attractivité et la communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) s'engagent à :

- Organiser des rencontres périodiques, afin d'assurer leurs engagements d'échanges d'informations, de conseils et de réflexions partagées en faveur du développement des territoires de Vaucluse.

- Définir des méthodes de travail communes dans le traitement et l'exploitation des données (cartographiques, socio-économiques, territoriales, etc.), pouvant être mutualisées.
- Décliner un programme d'actions spécifiques pouvant faire l'objet d'une convention complémentaire entre les deux parties, en tant que de besoin.

ARTICLE 3. Participation financière

La Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) s'engage à acquitter le montant annuel de **68 256 euros** pour l'année 2018.

ARTICLE 4. Durée de la convention et dénonciation

La présente convention est conclue pour une période d'une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, renouvelable de manière expresse.

Toutefois, les signataires ont la possibilité de dénoncer cette action, à la condition d'en informer les autres partenaires par lettre recommandée.

ARTICLE 5. Modalités de paiement

Le montant de ladite subvention forfaitaire, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 2 et 3 précédemment énoncés, sera versé à l'association Vaucluse Provence attractivité, pour **70%** dès la signature de la présente convention de partenariat, et le **solde après demande de Vaucluse Provence attractivité. Cette demande devra IMPÉRATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2018**, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au 31 octobre 2018 à l'appui.

Fait en deux exemplaires originaux

A Carpentras, le

Le président
Francis Adolphe

le président
Maurice Chabert

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

La communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par Francis ADOLPHE, Président et désignée sous le terme « l'administration »

ET

L'Agence Locale pour la Transition Energétique (ALTE), Association loi de 1901, dont le siège social est : impasse Marin la Meslée 84 400 Apt, représentée par Pierre CHENET Président et désignée sous le terme « l'association »

Ci-après dénommée l'association,

Il est, préalablement à la convention objet des présentes, exposé ce qui suit

EXPOSE

En 2007, dans le cadre de son PLEE (Plan Local Energie Environnement), la CoVe a créé sur son territoire un EIE (Espace Info Energie) comme exposé dans le programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique, présenté par le gouvernement français le 6 décembre 2000. Ces EIE oeuvrent dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies renouvelables, à destination des particuliers, des petites entreprises et des collectivités locales.

Le PCET (Plan Climat Energie Territorial) qui a fait suite au PLEE s'appuie aujourd'hui sur l'EIE pour associer les habitants dans les objectifs de lutte contre le changement climatique, notamment au travers des travaux de rénovation, d'isolation ou l'installation d'un mode de chauffage plus performant.

CONVENTION

Article 1^{er} – Objet de la convention annuelle

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser le programme d'actions dont le contenu est précisé en annexe, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Ce programme est défini conjointement entre l'association et la CoVe avant présentation aux différents partenaires financiers.

Pour sa part, la CoVe s'engage, à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 4.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018 et prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 – Modalités d'exécution de la convention annuelle

Des annexes à la présente convention précisent :

- Les programmes d'actions ;
- Le budget prévisionnel global/an ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc... ;
- Les moyens d'évaluation.

Article 4 – Montant de la subvention et conditions de paiement

Pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe de contributions non financières, mais estimées dans le budget de fonctionnement :

- La mise à disposition d'un bureau dans les locaux du CIAP (Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine), (électricité, chauffage, climatisation, connexion Internet, eau, assurance...) et des équipements affectés (photocopieuses)
- L'entretien de ces locaux.

La mise à disposition des locaux et services par la CoVe est évaluée 3 050 €/an.

Par ailleurs, l'association bénéficiera d'une subvention de fonctionnement qui s'établira à 7 110 €/an.

Le budget prévisionnel de l'association sera présenté au plus tard le 31 janvier, à la CoVe avec la demande de subvention de fonctionnement annuelle.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon le calendrier suivant :

- Le versement du premier acompte au départ de la convention à la hauteur de 30%. Cet acompte sera réglé après remise du programme des animations et manifestations.
- Le versement du second acompte à hauteur de 40% à la moitié de la convention qui sera versée après la tenue du comité de pilotage et la présentation de l'avancement des animations et projets.
- Le montant du dernier acompte sera basé sur le décompte final. Le décompte final fera apparaître le montant des acomptes versés, le montant des subventions obtenues accompagné des justificatifs. Le montant du dernier acompte sera donc le solde et sera réglé dans les deux mois après remise du bilan annuel.

Le versement de cette subvention sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

La CoVe se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Titulaire du compte : Agence Locale pour la Transition Energétique (ALTE)

Article 5 – Obligations comptables

L'association s'engage :

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif – programme d'actions conforme à l'objet social de l'association – signé par le président ou toute personne habilitée, dans les trois mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} mai au plus tard de l'année suivante ;
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits comptes annuels dans les trois mois suivants la clôture de l'exercice.

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la CoVe tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

Article 6 – Autres engagements

L'association communiquera sans délai à la CoVe la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

L'association s'engage à associer étroitement la CoVe lors de la définition du poste de l'animateur de l'EIE et aux entretiens de recrutement de la personne qui sera en charge de l'EIE sur le territoire de la CoVe.

Les publications officielles et circulaires issues de l'EIE seront visées par le président de la CoVe ou son vice-président en charge de l'environnement, et le président de l'association AERE ou son représentant. Ainsi, une charte graphique spécifique sera créée pour l'EIE reprenant les logos du réseau des EIE, de l'association AERE et de la CoVe.

Article 7 – Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 – Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 9 – Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions conformes à l'objectif, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la CoVe et l'association et précisées en annexe de la présente convention.

L'évaluation portera sur :

- la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} ;
- sur l'impact des actions ou des interventions au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

Article 10 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 – Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 – Différends et litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le tribunal administratif de Nîmes est le seul compétent.

Article 13 – Liste des annexes

L'annexe ci-dessous constitue partie intégrante de la présente convention :

- bilan de l'année 2017,
- présentation du programme prévisionnel pour 2018

Fait en deux exemplaires originaux,

A Carpentras, le

Pour l'association ALTE

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Président

Le Président

M. Pierre CHENET

M. Francis ADOLPHE

Date de la notification :

CONVENTION D'OBJECTIFS 2018

ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION MISSION LOCALE DU COMTAT VENAISSIN

Entre

La **communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par son président, Francis Adolphe, habilité en vertu de la délibération n° du conseil de communauté du 9 avril 2018,

Et

l'association **Mission locale du Comtat Venaissin**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, rue de la juiverie, 84200 Carpentras, représentée par son président en exercice, André Signouret, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION.

La présente convention a pour objet de définir la participation de la CoVe au financement des actions menées par l'association.

Ces actions ont pour objectif de :

- Promouvoir, soutenir, favoriser toute initiative visant à la prise en charge globale des problèmes des jeunes résidant sur le territoire de la CoVe.
- Connaître et analyser les besoins et les demandes des jeunes en matière d'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, logement, santé, loisirs).
- Conduire une action globale pour la remise en jeu sociale et économique des jeunes.

L'association a vocation à aider ces jeunes à construire un itinéraire d'insertion sociale et professionnelle, et à assurer le suivi en vue de leur accès à l'emploi.

Elle contribue à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs existants sur l'ensemble des problèmes de la vie quotidienne qui font obstacle à l'insertion sociale et professionnelle du jeune, afin que, dans une approche globale, soit prise en charge la recherche de solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisirs...

Elle contribue, en relation notamment avec Le Pôle Emploi, la DIRRECTE, les organismes de formation, les entreprises, les partenaires sociaux et les associations, à proposer, en fonction des réalités locales, des réponses appropriées aux problèmes d'insertion, de formation et d'emploi que rencontrent les jeunes.

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention prendra effet dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Article 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Au vu de la décision du Conseil de Communauté lors du vote du budget 2018 en séance du 9 avril 2018, la participation financière de la CoVe s'élève à **131 294 €**.

Ce montant correspond à la subvention 2017 (65 647€), dont la convention afférente n'a pu être signée, additionnée à la subvention 2018 (65 647€).

Article 4 : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

La participation financière mentionnée à l'article 3 sera versée sur le compte de l'association dans un délai d'un mois à compter de la signature de la présente convention.

Article 5 : OBLIGATIONS COMPTABLES

Au terme de l'année civile, l'association s'engage à fournir un bilan d'activités, ainsi que le compte rendu financier (bilan incluant les soldes des comptes bancaires, et compte de résultat).

Article 6 : SANCTIONS

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : CONTROLE DE LA COVE

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Le président de la communauté
d'agglomération Ventoux – Comtat
Venaissin,

Francis Adolphe

Le président de l'association Mission
Locale du Comtat Venaissin ,

André Signouret

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

**CONVENTION TRIPARTITE
RELATIVE Á L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DE L'AIRE COMMUNAUTAIRE
D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
Année 2018**

Entre

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, ci-après désignée sous le terme « **la CoVe** », représentée par son président, monsieur Francis Adolphe, autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil de communauté du 9 avril 2018,

et

l'association centre social Villemarie, association déclarée à la sous-préfecture de Carpentras le 4 novembre 1975 (Journal Officiel du 25 novembre 1975), dont le siège est situé 113 Rue Pierre Parrocel, Cité du Parc, à Carpentras, représentée par madame Aziza Belkhadir, sa présidente en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires,

et

le syndicat mixte pour la création et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage dont le siège est domicilié BP 50046, 84271 Vedène, ci-après désigné sous le terme « **SIAGV** », représenté par monsieur Alain Rossi, son président en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Par arrêté préfectoral n°50 en date du 07 août 2003, la CoVe a acquis la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

L'aire d'accueil des gens du voyage sise chemin de Lira à Carpentras, qui avait été créée par la Ville de Carpentras dans le cadre de la loi n°90.449 du 31 mai 1999, était donc gérée par la CoVe depuis cette date.

Par arrêté préfectoral n°2014 006-0003 du 6 janvier 2014, le préfet a accepté l'adhésion de la CoVe au SIAGV.

La CoVe a mis à disposition son aire à compter du 1er octobre 2015.

En accord avec la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse et conformément à son objet statutaire, le centre social Villemarie accepte de se charger de l'accompagnement social de la population utilisatrice de l'aire, suivant les modalités énoncées par la présente convention.

La CoVe, consciente de l'intérêt général présenté par une telle action, qui favorise et complète ses propres activités, a décidé d'y apporter son soutien.

Article 1 - Mission

Le centre social Villemarie s'oblige à assumer une mission spécifique d'accompagnement social de l'aire des gens du voyage gérée par le SIAGV, pour la durée de la présente convention. La CoVe et le SIAGV reconnaissent approuver l'intérêt général de cette mission.

Article 2 – Contenu de la mission

Le contenu de la mission se développe autour de quatre axes :

- 0 Accueil, information, écoute, orientation des familles
- 1 Aide administrative
- 2 Scolarisation des enfants
- 3 Intégration de l'aire des gens du voyage dans le quartier

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée s'étendant jusqu'au 31 décembre 2018. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 – Engagements financiers et autres

Au titre de la mission menée par l'association, la CoVe s'engage à verser au centre social Villemarie une subvention de fonctionnement de 13 000 euros, versés comme suit :

- 70 % dès la signature de la convention
- 30 % en novembre 2018

Le SIAGV s'engage à accueillir le centre social dans le bâtiment d'accueil qui lui a été mis à disposition par la CoVe et dont il a la charge de l'entretien et des éventuelles réparations.

Le SIAGV s'engage à travailler en lien avec le centre social afin de lui faciliter le lien avec les familles.

Article 5 – Bilan, évaluation

Le centre social Villemarie établira un bilan-évaluation au terme de la convention et le communiquera à la CoVe, au plus tard, le 31 janvier 2019, comprenant à minima les éléments suivants :

Concernant la scolarisation :

- 4 Le nombre total d'enfants scolarisés (maternelle, élémentaire, secondaire et CNED) et le pourcentage d'enfants scolarisés par rapport au nombre total d'enfants qui ont séjourné sur l'aire.
- 5 Le nombre de dossiers d'inscription à l'école complétés et/ou transmis à l'école par le centre social
- 6 Le nombre de séances d'accompagnement scolaire (CLASS) et le nombre d'enfants du voyage ayant suivi ces séances

Concernant l'accueil, l'information, l'écoute, l'orientation des familles et l'aide administrative :

- 7 Le nombre total de familles reçues ainsi que le pourcentage que cela représente par rapport à l'ensemble des familles qui ont séjourné sur l'aire
- 8 Le détail des « prestations » réalisées : dossier RSA, orientation, dossier CAF, etc.

Fait à Carpentras, le

Pour l'association centre social
Villemarie
la présidente,

Pour le SIAGV,
le président,

Pour la CoVe
le président,

Aziza Belkhadir

Alain Rossi

Francis Adolphe

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018



La CoVe
1171 av. du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex

Université populaire du Ventoux
214 Boulevard du Maréchal Leclerc
84200 Carpentras

CONVENTION D'OBJECTIFS

ANNEE 2018
Deuxième semestre

Chantier de réhabilitation du petit patrimoine bâti sur le territoire intercommunal.

ENTRE

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin (**la CoVe**), maître d'ouvrage, représentée par son président, Monsieur Francis Adolphe, agissant en vertu de la délibération du 9 Avril 2018, d'une part,

ET

L'association **Université populaire du Ventoux, l'opérateur**, dont le siège social est situé 214 Boulevard du Maréchal Leclerc 84200 Carpentras et représentée par son président, Monsieur Jean Piot, d'autre part

EXPOSE

La CoVe a souhaité, par la délibération du 9 Avril 2018, apporter sa contribution au chantier d'insertion par l'activité économique qui propose l'aménagement, la réhabilitation et l'entretien des espaces et de sites paysagers du territoire de la CoVe.

La finalité de ce chantier est de développer l'employabilité des publics embauchés et l'emploi durable.

L'Université populaire du Ventoux a été retenue comme opérateur pour mener à bien ce chantier.

Il est précisé que ce chantier se fera en collaboration, avec les partenaires institutionnels tels que la DIRECCTE, le Conseil départemental de Vaucluse, la Région PACA, la CoVe et les partenaires locaux regroupant les acteurs socioprofessionnels.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La CoVe confie à l'Université populaire du Ventoux la réalisation de missions d'aménagement, de réhabilitation et d'entretien de sites paysagers de son territoire dans le cadre du chantier d'insertion « Les Jardiniers du Ventoux ».

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

ARTICLE 2 : Caractéristiques du Chantier d'insertion au sein de la CoVe

- ♦ En 2018, le Chantier « Les Jardiniers du Ventoux » concernera un potentiel d'une vingtaine de personnes salariées sur le chantier et une intervention sur un des sites et espaces à aménager proposés par la CoVe en partenariat avec les communes de la COVE.
- ♦ Missions : la CoVe listera les sites sur lesquels l'opérateur devra intervenir pour des travaux d'aménagement, de réhabilitation et d'entretien. Ces interventions s'inscrivent dans une démarche citoyenne respectueuse de son environnement et contribuant à le valoriser.

ARTICLE 3 : Obligations de l'opérateur Université populaire du Ventoux

L'Université populaire du Ventoux apportera l'ensemble des moyens humains et petits matériels nécessaires à la réalisation des travaux du chantier. L'ensemble de ces moyens sera placé sous l'entière responsabilité de l'opérateur.

L'opérateur transmettra à la CoVe avant chaque activité productive un cahier des charges opérationnel sous forme d'arbre d'organisation et de fonctionnement (devis technique et opérationnel) signé par les deux parties quinze jours avant le démarrage du chantier. C'est la feuille de route de réalisation de l'ouvrage.

L'opérateur s'engage à informer régulièrement la CoVe de l'avancement du chantier et à la convier aux réunions de chantier.

Une réunion de fin de réception du chantier sera organisée pour valider la mission.

L'Université populaire du Ventoux remettra à la CoVe un compte rendu final du déroulement de l'opération.

ARTICLE 4: Participation financière de la CoVe

En contrepartie des prestations énumérées à l'article 2 de la présente convention, la CoVe attribuera à l'opérateur l'Université populaire du Ventoux une participation sur la base d'un montant de vingt mille euros (20 000 €) pour permettre la continuité du chantier.

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- 70% à la signature de la convention par les deux parties
- 30% dans le mois qui suit la réunion de restitution de chantier constatant le service fait.

Ces sommes seront versées sur le compte bancaire ouvert par l'association l'Université populaire du Ventoux pour la durée du chantier et son unique gestion.

ARTICLE 5: Assurance en Responsabilité Civile

L'Université populaire du Ventoux devra souscrire une assurance en Responsabilité Civile pour couvrir les dommages aux tiers du fait des activités exercées pendant la durée du Chantier d'Insertion.

L'Université populaire du Ventoux s'engage à transmettre à la CoVe une copie du contrat souscrit ainsi qu'une attestation de l'assureur faisant état du paiement de la prime pour la période du Chantier d'Insertion.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La convention prendra effet dès signature par les deux parties.
Elle prendra fin au 31 Décembre 2018.

ARTICLE 7 : Obligations comptables.

Au terme de l'année civile, l'association s'engage à fournir un bilan d'activités, ainsi que le compte rendu financier (bilan incluant les soldes des comptes bancaires, et compte de résultat).

ARTICLE 8: Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article portant sur la résiliation de la convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 10 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe,

Le président

Francis Adolphe

Pour l'Université populaire du Ventoux,

Le président

Jean Piot

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIÈRE ENTRE LA COVE ET
L'ASSOCIATION LE POINT ACCUEIL ÉCOUTE JEUNES
POUR L'ANNÉE 2018**

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par son président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil de communauté en date du 24 avril 2017, d'une part,

et l'association **Le Point Accueil Écoute Jeunes**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 102 rue Moricelly 84200 Carpentras, ci-après désignée sous le terme « PAEJ » représentée par sa présidente en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Madame Natalie AMBROGGI-ROY, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le PAEJ intervient dans les domaines suivants :

- **L'accueil** : l'équipe du PAEJ assure des temps de permanence favorisant un accueil immédiat, convivial et une réelle disponibilité à l'égard des jeunes. Le premier contact peut répondre à une demande d'information ou d'orientation vers un service plus adapté. Il peut également donner lieu à un entretien d'écoute,
- **L'écoute** : entretiens confidentiels axés sur l'écoute du jeune (et/ou des parents). Les échanges se répètent à la demande et sans limite posée dans le temps. Tous les sujets de préoccupation peuvent être abordés,
- **L'orientation** : vers des lieux de prises en charge spécialisée ou non.

En raison de sa compétence obligatoire « politique de la ville » et au regard de l'axe « jeunesse » de la stratégie territoriale de la CoVe intégrant le soutien à la parentalité et l'aide aux jeunes (Plan Intercommunal pour la Prévention de la Délinquance), la communauté d'agglomération a accepté la proposition du PAEJ d'assurer, sur les communes de Carpentras, Mazan, Caromb, Aubignan, Sarrians, Malaucène et Saint Didier des permanences accessibles aux jeunes de 10 à 25 ans et à leurs parents. Cet espace vise à favoriser la communication dans la famille, à éviter les décrochages et ruptures sociales et /ou familiales.

Les objectifs du PAEJ concernant ces permanences de proximité :

- S'adresser à la fois aux jeunes pour leur permettre d'exprimer leur mal-être, de formuler une attente et d'en tirer une capacité d'initiative et d'action, mais également à leurs parents afin de travailler avec eux autour des problématiques de l'adolescence, voire de restaurer la fonction parentale,
- Assurer une fonction de médiation interne à la famille ainsi qu'avec d'autres organismes (établissements scolaires...).
- Viser à rétablir la communication, restaurer les liens de confiance avec les adultes, éviter les décrochages, les ruptures,
- Sensibiliser les jeunes concernant les conduites à risque,
- Préparer, si nécessaire, une orientation vers un dispositif approprié.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Les permanences dans ces différentes communes se dérouleront selon le planning suivant :

Carpentras : tous les jours, avec ou sans rendez-vous,

Mazan : le 2ème mercredi du mois de 13h30 à 15h30 au Pôle Social,

Pour Caromb, Aubignan, Sarrians, Malaucène et Saint-Didier, les permanences se feront uniquement sur rendez-vous.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet au 1^{er} janvier 2018 et prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention forfaitaire versée par la CoVe en contrepartie des permanences assurées par le PAEJ, est fixée à un montant de trente-trois mille sept cent quatre-vingt-dix euros (33 790 €), se décomposant ainsi : six mille sept cent quatre-vingt-dix euros (6 790€) dans le cadre du droit commun et vingt-sept mille euros (27 000€) dans le cadre du contrat de ville 2018.

La subvention sera versée en deux fois sur le compte de l'association selon les modalités suivantes :

- un acompte de 70 %, soit vingt trois mille six cent cinquante trois euros (23 653 €), dès signature de la présente convention,
- un versement du solde, soit dix mille cent trente sept euros (10 137 €) au 30 novembre 2018.

Le PAEJ s'engage à fournir un bilan détaillé de son action ainsi qu'un bilan financier complet de l'exercice pour l'année 2018.

Le PAEJ s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit qui sera soumise à l'accord formulé par voie de délibération du Conseil de communauté de la CoVe et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité.
-

Article 4 : Contrôle et évaluation

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

Le PAEJ s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à référencer la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

Le PAEJ s'engage à rédiger un rapport d'activité qui fera apparaître une évaluation chiffrée des permanences.

Article 5 : Assurances

L'association assure son activité et les biens objets de l'exposition sous sa responsabilité exclusive; elle s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et des dommages susceptibles de survenir à l'exposition, et à les produire à la demande de la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Les contractants s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels litiges qui pourraient naître de l'interprétation ou l'exécution des différentes clauses du contrat.

En cas de litige persistant, l'affaire pourra être portée devant le tribunal de Nîmes.

Fait à Carpentras, le

Pour la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, Le Président	Pour l'association Le Point Accueil Écoute Jeunes, La Présidente
Francis ADOLPHE	Natalie AMBROGGI-ROY

CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE 2018 ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION RHESO

Entre les soussignés :

la **Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin**, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras cedex, ci-après désignée sous le terme « la CoVe », représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil de Communauté en date du 9 avril 2018, d'une part,

et

l'association **RHESO**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 259 bis avenue Pierre Sénard 84200 Carpentras, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de ses pouvoirs statutaires, Monsieur Bernard ZIMBRIS, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

RHESO est une association du Vaucluse qui a pour objectif d'accompagner des personnes rencontrant des difficultés sociales pour réduire les risques d'exclusion.

Pour cela, RHESO mobilise un ensemble complémentaire de services en faveur de l'hébergement, du logement, de l'accès à l'insertion professionnelle et d'aides aux familles victimes de violences conjugales.

Le Pôle Hébergement/Logement gère un ensemble d'établissements et de services qui ont pour objectif l'insertion par le logement au travers d'un parcours vers l'autonomie. Le Pôle gère deux Accueils de Jour, un accueil immédiat, un CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale), deux Maisons Relais, des Lits Halte Soins Santé ainsi qu'un service d'accompagnement social par le Logement. Ces établissements et services sont présents sur deux territoires : le Haut Vaucluse et le Comtat Venaissin.

Au sein du Pôle Développement, le Service d'Insertion Professionnelle accompagne les publics que RHESO accueille et héberge pour un retour vers l'emploi.

Egalement au sein du Pôle Développement, le Service violences conjugales accompagne les personnes, notamment les femmes, victimes de violences conjugales, par le biais d'un Accueil de Jour départemental pour les femmes, des permanences d'écoute et d'informations dans différentes villes du territoire (Carpentras, Orange, Bollène, Sorgues), un groupe de parole et des Ateliers de Communication Parents Enfants.

Enfin, le Service Santé permet de mener des actions transversales dans nos établissements autour des problématiques de santé (addictologie, nutrition, hygiène, etc.).

Les actions de RHESO s'intègrent dans la stratégie territoriale 2014-2017 de la CoVe en matière de sécurité et de prévention de la délinquance, à travers l'axe « aide aux victimes » mais concernent également quatre axes du Contrat de Ville 2015-2020 de la CoVe :

Axe 1 - la politique jeunesse et de prévention

Axe 2 - l'insertion et la réussite scolaire, professionnelle et sociétale

Axe 3 - l'aide à la parentalité

Axe 4 - amélioration du cadre et de la qualité de la vie

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Les actions menées dans le cadre de cette convention :

- Mobilisation des publics précaires vers l'insertion sociale et professionnelle
- Accueil de jour
- Ateliers Recherche Logement
- Accueil de jour départemental des femmes victimes de violences conjugales
- Actions de soutien à la parentalité destinées aux familles victimes de violences conjugales
- Stage de responsabilisation et groupe de parole à destination des auteurs de violences conjugales

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet pour l'année 2018 dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

La subvention forfaitaire 2018 versée par la CoVe en contrepartie des actions menées par RHESO, est fixée à un montant de 21 500€ se décomposant ainsi :

Au titre du droit commun habitat 2018 :

- Accueil de jour 5 000 €
- Atelier recherche logement.....5 000 €

Au titre du droit commun prévention de la délinquance 2018 :

- Accueil de jour départemental des femmes victimes de violences conjugales.....9 300 €
- Action sensibilisation dans les écoles pour lutter contre les violences sexistes et favoriser l'égalité femmes-hommes.....1 500 €
- Stage de responsabilisation et groupe de parole à destination des auteurs de violences conjugales.....700 €

Le versement s'effectuera comme suit :

- 70 % dès la signature de la convention
- 30 % en novembre 2018

L'association RHESO s'engage à présenter une demande motivée de subvention par écrit ; elle sera soumise à l'accord formulé par voie de délibération du Conseil de Communauté de la CoVe et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts ;
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel ;
- la composition du Bureau ;
- la composition du Conseil d'administration ;
- les comptes financiers du dernier exercice ;
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir le détail des financements extérieurs et des ressources propres ;
- le dernier compte-rendu et / ou rapport d'activité.

Article 4 : Contrôle et évaluation

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

La CoVe pourra solliciter, à tout moment, tout justificatif relatif aux actions financées au titre de la présente convention.

L'association RHESO s'engage à associer la CoVe à toutes les manifestations relatives aux actions financées et à référencer la participation de la CoVe dans tout support s'y rapportant.

L'association RHESO s'engage à rédiger un rapport d'activité qui fera apparaître une évaluation chiffrée des permanences.

Article 5 : Assurances

L'association assure son activité et les biens objets de l'exposition sous sa responsabilité exclusive ; elle s'engage à contracter les polices d'assurances nécessaires à garantir sa responsabilité civile et des dommages susceptibles de survenir à l'exposition, et à les produire à la demande à la CoVe.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Modification et résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et non suivie d'effets correctifs dans ce délai.

Par ailleurs, la CoVe pourra à tout moment résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois sans que l'association puisse prétendre à indemnité.

Fait à Carpentras, le

Pour la CoVe,

Le Président

Francis ADOLPHE

Pour l'association RHESO,

Le Président

Bernard ZIMBRIS

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

**CONVENTION
RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES DANS LE BUS À LA SORTIE DU
COLLÈGE DAUDET LIGNE C
Année 2018**

Entre

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissain, ci-après désignée sous le terme « **la CoVe** », dont le siège statutaire est fixé 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200), représentée par son président monsieur Francis Adolphe, autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil de communauté en date du 9 avril 2018,

et

L'association Centre Social Lou Tricadou, ci-après désignée sous le terme « **l'association** », dont le siège est fixé 35, rue du Collège à Carpentras (84200), représentée par son président monsieur Jean-Pierre Cohen-Coudar, autorisé à signer la présente convention,

et

La société Trans'Comtat, mandataire de la délégation de service public "transport", ci-après désigné sous le terme « **le délégataire** », dont le siège est fixé 2 avenue Victor Hugo, représenté par son directeur Jean-Baptiste Fontan, autorisé à signer la présente convention,

Etant préalablement exposé que :

Par arrêté préfectoral n° 120 en date du 16 décembre 2002, la CoVe a acquis la compétence "transport". D'après la convention de délégation de service public du 8 septembre 2014, la société Trans'Comtat est le délégataire de la CoVe.

Dans le cadre de la politique de la ville, compétence obligatoire d'une communauté d'agglomération, le 3 juillet 2003, à l'occasion de la réunion de sa commission sécurité, la CoVe décidait la création d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD). Le CISPD a officiellement été installé le 17 mai 2004.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une action de médiation auprès des élèves dans le bus urbain ligne C, aux sorties du Collège Daudet à Carpentras.

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre la CoVe, le délégataire et l'association, employeur d'un médiateur transport.

Elle définit les missions du médiateur transport et les engagements, notamment financiers, que chacune des parties devra respecter.

Article 2 – Le médiateur transport

2-1 Caractéristiques du contrat de travail du médiateur transport

L'association emploie actuellement un animateur adulte-relais en CDI à raison de 30h/semaine. Les parties conviennent de la mise en place de cette personne comme médiateur transport employé par l'association à raison d'un complément de 6 heures par semaine, moyennant un soutien financier de la CoVe selon les modalités financières définies à l'article 4 de la convention.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

2-2 Définition des missions confiées au médiateur transport

- Médiation et animation
 - le médiateur transport favorise le relationnel et la communication afin d'améliorer les conditions de transport des élèves et d'éviter les conflits et les dégradations du matériel,
 - il propose des initiatives visant à concourir à une amélioration de la qualité des relations adultes/jeunes,
 - il transmet l'information aux divers partenaires.
- Intervention ponctuelles
 - en cas de litiges entre les élèves ou entre élève(s) et conducteur, le médiateur transport rend compte des problèmes de comportement afin de désamorcer les tensions, faire remonter l'information la plus objective possible, permettant aux partenaires de prendre les décisions opportunes,
 - il observe les comportements aux abords immédiats des établissements et des arrêts desservis.
- Tâches administratives
 - le médiateur transport remplit une fiche hebdomadaire,
 - il assure un retour des informations auprès des partenaires
- Pas d'actions de contrôle
 - en aucun cas le médiateur transport ne se substitue au chauffeur ni au contrôleur, il ne contrôle ni les titres de transport, ni l'identité des élèves,
 - il ne peut pas empêcher un élève de monter dans le bus,
 - il ne peut pas recourir à des sanctions.

Le médiateur n'a pas de lien avec la Police Nationale ou la Police Municipale, il n'a pas de téléphone portable professionnel, à l'inverse du chauffeur, c'est donc vers le chauffeur que le médiateur se dirige en cas de problème nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

Le médiateur n'est pas responsable des actes commis dans le bus.

Il assure une présence dissuasive, gère les tensions et les conflits et conseille les élèves.

Toutefois, il devra pouvoir s'interposer physiquement (sans se mettre en danger) en tant que de besoin, pour séparer les protagonistes d'une bagarre, afin d'en limiter les effets.

2-3 Personnes à prévenir

En cas d'événement particulier qui requiert une intervention rapide, le médiateur transport informera en premier lieu le chauffeur du bus qui remontera l'information au directeur d'exploitation, en deuxième lieu le personnel du collège lors des arrêts à 16h et 17h, puis son employeur le centre social Lou Tricadou.

2-4 Définition du cadre de l'action

Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves dans le bus desservant la ligne urbaine C, aux sorties du collège Alphonse Daudet de Carpentras.

De part son contrat avec l'association, le médiateur ayant droit à deux jours consécutifs de repos les dimanches et lundis, il ne pourra travailler qu'à partir du mardi.

Horaires et jours travaillés :

Mercredi

départ Pous du Plan 11h40

retour Pous du plan 12h13

Mardi / Jeudi / Vendredi
départ Pous du Plan 15h36
retour Pous du plan 17h19

2-5 Signalétique du médiateur

Le médiateur portera un badge « médiateur transport » avec sa photo, fourni par le transporteur. Identifié comme intervenant associé auprès du chauffeur, il ne paiera pas ce trajet en bus.

Article 3 – Durée de la convention

La convention sera effective du 1er janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2018.
Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves pendant les semaines scolaires.
L'action n'aura pas lieu pendant les vacances scolaires et lors des congés du médiateur (il ne sera pas remplacé).
La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 – Engagements financiers

Dans le cadre du CISPD, cette action relevant du FIPD, la CoVe s'engage à verser au centre social Lou Tricadou une subvention de fonctionnement de 4 600 euros correspondant au salaire du médiateur à raison de 6h par semaine pour une année scolaire et à son remplacement durant ses congés notamment, soit 36 semaines.

La subvention sera en totalité dès la signature de la convention.

Article 5 – Bilan, évaluation

Afin de notifier les différents événements et de faire remonter les informations auprès des partenaires, le médiateur remplira une fiche hebdomadaire élaborée par la Cove. Il devra la remettre au directeur du centre social Lou Tricadou, en copie et simultanément au directeur de Trans'Comtat, ce dernier informant la CoVe à son tour.
En fonction du bilan de cette action sur l'année 2018, le CISPD sera amené à se prononcer sur sa reconduction ou pas.

Article 6 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de tout ou partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, en trois exemplaires originaux, le

Le président de l'association
centre social Lou Tricadou

Le directeur de
Trans'Comtat

Le président de la CoVe

Jean-Pierre Cohen-Coudar

Jean- Baptiste FONTAN

Francis Adolphe

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018



CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL
ENTRE LA CoVe ET L'ASSOCIATION « DES DEUX MAINS »

Entre

La **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par Francis ADOLPHE, Président, habilité en vertu de la délibération n°49-18 du conseil communautaire du 9 avril 2018, d'une part,

et

L'association « Des Deux Mains », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à Avignon, représentée par son Président, Monsieur Nabile MEZAOUR, agissant es qualité en vertu de l'assemblée générale de l'association en date du 04 juin 2015, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

Vu les statuts de la CoVe, modifiés le 7 octobre 2004 et comportant, à l'article B du volet 2 sur ses compétences optionnelles, la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu l'intérêt communautaire, précisé le 22 septembre 2003 et déclarant d'intérêt communautaire les « manifestations culturelles itinérantes pouvant intéresser plusieurs communes de la CoVe ».

Vu la délibération n°49-18 du 9 avril 2018 du Conseil de Communauté de la CoVe renouvelant sa participation financière au festival « Soirées d'automne »,

Article 1^{er} : Objet de la convention

Par la présente convention, la CoVe et l'association s'engagent dans un partenariat pour mener à bien le festival « Soirées d'automne » durant l'année 2018 sur le territoire de la CoVe.

Les interventions de ce festival sont au nombre de 5 et se tiendront aux dates suivantes : 14, 15, 16, 17 et 18 novembre 2018.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention est conclue pour la seule édition 2018. Elle prendra effet à compter de la date de la signature et prendra fin le 31 décembre 2018.

Article 3 : Contribution de l'association

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

L'association s'engage à concevoir et à organiser sur le territoire de la CoVe, un festival itinérant intitulé « Soirées d'automne », en fonction d'une programmation élaborée de concert avec la CoVe et à effectuer sur le terrain autant de repérages et de réunions techniques que nécessaire avec les représentants des communes participantes.

L'association s'engage à souscrire les assurances nécessaires pour ses membres bénévoles participant aux animations ou à vérifier auprès desdits bénévoles qu'ils sont couverts personnellement par une assurance responsabilité civile incluant la participation aux activités d'une association.

L'association s'engage à rémunérer ou défrayer, charges sociales et fiscales comprises, le personnel professionnel, qu'elle serait éventuellement amenée à embaucher pour les besoins des soirées. En cas d'accident du travail impliquant ses salariés, elle sera tenue d'effectuer les formalités légales.

L'association s'engage à rémunérer les artistes professionnels retenus dans la programmation. Elle s'assurera de l'hébergement, du transport et de la restauration des artistes et de leurs équipes techniques.

L'association s'engage à prendre en charge les frais de conception et diffusion des supports de communication, ainsi qu'un site ou une page web dédié à l'événement. Elle fera relire, pour avis et validation préalable avant impression, chaque outil de communication par le service Communication de la CoVe.

L'association s'engage à respecter les mesures et à utiliser les outils fournis par la CoVe permettant de faire de ce festival un éco-festival : vente de boissons et produits locaux, gobelets non-jetables, tri des déchets, incitation au tri sélectif, incitation au covoiturage, etc.

L'association prendra en charge l'enregistrement des réservations et la billetterie des soirées et conservera l'intégralité des recettes. Le prix du billet plein tarif pour une soirée concert est fixé à 6 €.

L'association s'engage à fournir à la SACEM/SACD les informations sur les textes et musiques éventuellement déposés et à s'acquitter de tous les droits afférents.

L'association s'engage à fournir à la CoVe des billets gratuits destinés aux partenaires institutionnels que celle-ci à l'habitude d'exonérer des droits d'entrées dans le cadre de ses autres activités.

L'association s'engage à fournir à la CoVe, à la signature de la convention, les justificatifs et photocopies des pièces administratives et comptables suivantes :

Déclaration en Préfecture,

Licences d'entrepreneurs de spectacles,

Rapport moral et rapport financier de l'année en cours,

Budget prévisionnel de l'opération,

Attestation sur l'honneur relative au règlement financier (voir annexe 1 jointe à la convention),

Attestations de conformité du chapiteau, le cas échéant,

L'association s'engage à fournir à la CoVe, à l'issue des soirées et avant le dernier versement de la subvention, les photocopies des factures, certifiées acquittées par le président de l'association.

Article 4 : Contribution de la CoVe

La CoVe s'engage à soutenir financièrement l'association partenaire de ce projet en lui versant une subvention d'un montant de 36 541€. Cette subvention est attribuée afin de faire baisser le prix des places sur l'intégralité des soirées, de manière à rendre accessible au plus grand nombre cet événement culturel.

La CoVe s'engage à faire le lien avec les communes, par la médiation de son service Culture & Patrimoine, pour la facilitation technique de mise en place du festival sur le terrain.

La CoVe aidera l'association, par la médiation de son service Communication, à faire connaître le festival sur le territoire et à diffuser l'information, notamment dans la revue Intercom, le programme culturel d'automne, une conférence et des communiqués de presse, le site internet de la CoVe, etc.

La CoVe, dans le respect de son Agenda 21, par la médiation de ses services Environnement et Gestion des Déchets, s'engage à mettre en place un certain nombre d'outils et de mesures permettant de faire de ce festival un éco-festival : poubelles de tri sélectif, médiateur du tri, documents de sensibilisation au tri et au covoiturage.

Article 5 : Annulation d'une soirée

En cas d'intempéries mettant en danger les bénévoles et personnels de l'association, le public ou le matériel, la décision concernant l'annulation ou le maintien de la soirée sera prise par la CoVe ou son représentant habilité, en accord avec l'association ou son représentant habilité. D'une manière générale, il conviendra de trouver par anticipation, un lieu de repli en dur sur la commune et d'organiser une communication d'urgence pour le faire connaître. En cas d'annulation, la CoVe et l'association chercheront en collaboration la meilleure façon de compenser l'animation annulée en envisageant son éventuel report. Si toutefois, l'animation est commencée depuis plus d'une demi-heure, elle sera considérée comme réalisée.

Article 6 : Conditions de versement de la subvention

La subvention sera versée sur le compte de l'association en deux versements dans les conditions suivantes :

- Un acompte de 30 000€ sera versé à la signature de la convention.
- Le solde de 6 541€ sera versé à l'issue des soirées et sur présentation des justificatifs précisés dans l'article 3.

Article 7 : Contribution des communes

Les communes accueillant un spectacle sont pleinement partie prenante de cette manifestation. Elles s'engagent à fournir une salle en ordre de marche. Elles sont tenues d'effectuer un certain nombre de tâches administratives (déclaration de buvette, arrêté de stationnement et règlement de voirie, etc.) et techniques (fourniture de chaises, gradins, barrières, échelle parisienne, etc.) et de mettre à disposition des organisateurs du personnel pour ouvrir et refermer la salle, expliquer les alimentations électriques, etc. L'ensemble des tâches à effectuer par les communes sera précisé dans un document contractuel, adapté à chaque commune après repérage in situ et annexé à la présente convention.

Article 8 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux - Comtat Venaissin
Le Président

Francis Adolphe

Pour l'association
« Des deux mains »
Le Président

Thibaut Morlet

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

ANNEXE n°1 : Attestation sur l'honneur relative au règlement financier

Associations

Loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association

Attestation sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes et quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association en tant que président(e),

- certifie que l'association est régulièrement déclarée

- certifie que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;

- certifie exactes et sincères les informations jointes à la présente convention de partenariat culturel, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions introduites auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;

- s'engage à respecter les dispositions du règlement financier ainsi que les dispositions réglementaires générales s'appliquant au domaine des subventions publiques ;

Il est notamment rappelé que :

En application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

- tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenues de fournir à la collectivité sollicitée une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par le représentant habilité pour les autres :

- toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la CoVe peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

En application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et des textes pris pour son application :

- lorsque la subvention de la CoVe est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé, bénéficiaire, doit produire à la CoVe un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

- prend acte du fait qu'en cas de non respect de ces règles, je m'expose au remboursement des sommes versées par la CoVe

Fait, le à

Signature

Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

CONVENTION FESTIVAL SOIRÉES D'AUTOMNE – ANNEXE SUR LES DISPOSITIONS À PRENDRE PAR LES COMMUNES

COMMUNICATION

La commune accueillante devra transmettre à Des Deux Mains la liste des outils de communication pouvant être mis à disposition par la commune (magazine municipal, affichages...). Ces informations devront être envoyées par email avant le 01 juillet 2018 à prog@passagersduzinc.com (Merci de penser à nous donner les dates de bouclage suivant les outils de communication que vous possédez).

Un mois avant la date du concert, la Mairie s'engage à communiquer au plus grand nombre le festival « Soirées d'Automne ».

ÉLECTRICITE

Alimentation électrique en tétra (3 phases, 1 neutre, une terre) :

- Puissance minimum de 32 Ampères par phase
- Puissance souhaitée de 63 Ampères par phase
- Puissance appréciée de 125 Ampères par phase

La distance entre l'alimentation électrique et la scène devra être de :

- moins de 20 mètres en 32 Ampères par phase
- moins de 10 mètres en 63 Ampères par phase
- moins de 5 mètres en 125 Ampères par phase

Les clés des coffrets électriques alimentant la scène (même en amont) devront nous être remises impérativement dès notre arrivée.

La Mairie doit impérativement prévoir l'éclairage extérieur de la salle et du parking.

DEMANDES MATÉRIELS

- 1 scène de minimum 8x6 mètres d'une hauteur de 80 cm
- 4 pac samia en plus de la scène pour les ailes de son
- 1 gradin de 80 à 150 places, le cas échéant et suivant la taille de votre salle
- 1 échelle parisienne
- 40 barrières Vauban
- 6 containers poubelle (à voir avec la CoVe, service GDD)
- Eau courante dans la salle (cuisine) ou dans le chapiteau de cirque
- Toilettes publiques dans la salle ou location de toilettes chimiques si besoin
- Espace fermé à clef avec toilette pour faire la loge des artistes

PERSONNEL COMMUNAL

La Mairie accueillante doit mettre à disposition un technicien d'astreinte le jour du concert. Cette personne doit être facilement joignable au téléphone. Si nous organisons un concert dans une salle polyvalente, cette même personne doit être apte à gérer le système de détection de fumée de la salle en cas de besoin.

NB : Ces demandes étant susceptibles d'évoluer en fonction du type de spectacle accueilli, elles seront déterminées au cas par cas de manière contractuelle pour chaque commune.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION ULM CARPENTRAS - ANNEE 2018

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par son Président, habilité en vertu de la délibération du conseil de communauté en date du 9 avril 2018, d'une part,

et l'association **ULM Carpentras**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Aérodrome intercommunal de Carpentras - 232, Chemin de Saint-Gens - 84210 PERNES-LES-FONTAINES, représentée par son Président, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser les activités suivantes, qui présentent un intérêt pour la CoVe dans le cadre de sa compétence « gestion, entretien et développement de l'aérodrome Ventoux - E. Soumille » :

- 1 fonctionnement d'une école de pilotage avec le concours des instructeurs bénévoles de l'association
- 2 organisation et participation à diverses manifestations aéronautiques susceptibles de mettre en valeur l'image de la CoVe

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

Le montant de la subvention attribuée se décompose comme suit :

- subvention de fonctionnement de base : 5 500€
- provision pour remboursement des taxes d'atterrissage : 4 800 €

Ce qui représente un total maximum de 10 300€

La subvention de fonctionnement de base sera versée sur le compte de l'association par versement unique dans les deux mois qui suivent la signature de la convention.

La CoVe remboursera à l'association les taxes d'atterrissage, réellement acquittées, sur la base d'un bilan trimestriel établi par le régisseur, dont le montant ne pourra toutefois excéder le plafond fixé par délibération du conseil de communauté du 20 avril 2015.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

L'association s'engage à régler les taxes d'atterrissage réellement enregistrées sur la plateforme mensuellement, à réception de l'état des redevances aéronautiques émis par la CoVe.

Article 4 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir le bilan (incluant les soldes des comptes bancaires) et le compte de résultat du dernier exercice clos signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 : Contrôle de la COVE.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la COVE de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Pour l'association ULM Carpentras

Le Président Francis ADOLPHE

Le Président Michel Blanc

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION AERoclub DU COMTAT VENAISSIN -
ANNEE 2018

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par son Président, habilité en vertu de la délibération du conseil de communauté en date du 9 avril 2018 d'une part,

et l'association **Aéroclub du Comtat Venaissin**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Aérodrome intercommunal de Carpentras - BP 68 - 84210 PERNES-LES-FONTAINES, représentée par son Président, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser les activités suivantes, qui présentent un intérêt pour la CoVe dans le cadre de sa compétence « gestion, entretien et développement de l'aérodrome Ventoux - E. Soumille » :

- 1 fonctionnement d'une école de pilotage avec le concours des instructeurs bénévoles de l'association
- 2 organisation et participation à diverses manifestations aéronautiques susceptibles de mettre en valeur l'image de la CoVe

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

Le montant de la subvention attribuée se décompose comme suit :

- subvention de fonctionnement de base : 11 000€
- provision pour remboursement des taxes d'atterrissage : 5 520 €
- Ce qui représente un total maximum de 16 520€

La subvention de fonctionnement de base sera versée sur le compte de l'association par versement unique dans les deux mois qui suivent la signature de la convention.

La CoVe remboursera à l'association les taxes d'atterrissage, réellement acquittées, sur la base d'un bilan trimestriel établi par le régisseur, dont le montant ne pourra toutefois excéder le plafond fixé par délibération du conseil de communauté du 20 avril 2015.

L'association s'engage à régler mensuellement les taxes d'atterrissage qui seront réellement

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

enregistrées sur la plateforme, à réception de l'état des redevances aéronautiques émis par la CoVe.

Article 4 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir le bilan (incluant les soldes des comptes bancaires) et le compte de résultat du dernier exercice clos signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 : Contrôle de la COVE.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la COVE de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Pour l'association Aéroclub du Comtat
Venaissin

Le Président Francis Adolphe

Le Président, Sotos Kalantzis

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION VELIVOLE DE CARPENTRAS-- ANNEE 2018

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par son Président, habilité en vertu de la délibération du conseil de communauté en date du 9 avril 2018, d'une part

et l'**Association Vélivole de Carpentras**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Aérodrome intercommunal de Carpentras - 232, Chemin de Saint-Gens - 84210 PERNES-LES-FONTAINES, représentée par son Président, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser les activités suivantes, qui présentent un intérêt pour la CoVe dans le cadre de sa compétence « gestion, entretien et développement de l'aérodrome Ventoux - E. Soumille » :

- 1 fonctionnement d'une école de pilotage avec le concours des instructeurs bénévoles de l'association,
- 2 organisation et participation à diverses manifestations aéronautiques susceptibles de mettre en valeur l'image de la CoVe,

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

Le montant de la subvention attribuée se décompose comme suit :

- subvention de fonctionnement de base : 9 500 €
- provision pour remboursement des taxes d'atterrissage : 1 440 €
- Ce qui représente un total maximum de 10 940€

La subvention de fonctionnement de base sera versée sur le compte de l'association par versement unique dans les deux mois qui suivent la signature de la convention.

La CoVe remboursera à l'association les taxes d'atterrissage, réellement acquittées, sur la base d'un bilan trimestriel établi par le régisseur, dont le montant ne pourra toutefois excéder le plafond fixé par délibération du conseil de communauté du 20 avril 2015.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

L'association s'engage à régler les taxes d'atterrissage réellement enregistrées sur la plateforme mensuellement, à réception de l'état des redevances aéronautiques émis par la CoVe.

Article 4 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir le bilan (incluant les soldes des comptes bancaires) et le compte de résultat du dernier exercice clos signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la COVE peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 : Contrôle de la COVE.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Pour l'association Vélivole de
Carpentras

Le Président Francis Adolphe

Le Président Michel Dumas

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

**CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS AMATEURS
D'AVIONS DE VAUCLUSE – ANNEE 2018**

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par son Président, habilité en vertu de la délibération du conseil de communauté en date du 9 avril 2018, d'une part

et l'**Association Des Constructeurs Amateurs d'avions de Vaucluse**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Aérodrome intercommunal de Carpentras – 232, Chemin de Saint-Gens – 84210 PERNES-LES-FONTAINES, représentée par son Président, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser les activités suivantes, qui présentent un intérêt pour la CoVe dans le cadre de sa compétence « gestion, entretien et développement de l'aérodrome Ventoux - E. Soumille » :

Organisation et participation à diverses manifestations aéronautiques susceptibles de mettre en valeur l'image de la CoVe

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3.

Article 2 : Durée de la convention

La convention prendra effet dès signature par les deux parties. Elle prendra fin au 31 décembre 2018.

Article 3 : Montant et conditions de versement de la subvention

Le montant de la subvention attribuée se décompose comme suit :

- subvention de fonctionnement de base : 3 900 €
- provision pour remboursement des taxes d'atterrissage : 240 €
- Ce qui représente un total maximum de 4 140 €

La subvention de fonctionnement de base sera versée sur le compte de l'association par versement unique dans les deux mois qui suivent la signature de la convention.

La CoVe remboursera à l'association les taxes d'atterrissage, réellement acquittées, sur la base d'un bilan trimestriel établi par le régisseur, dont le montant ne pourra toutefois excéder le plafond fixé par délibération du conseil de communauté du 20 avril 2015.

L'association s'engage à régler les taxes d'atterrissage réellement enregistrées sur la plateforme

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

mensuellement, à réception de l'état des redevances aéronautiques émis par la CoVe.

Article 4 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir le bilan (incluant les soldes des comptes bancaires) et le compte de résultat du dernier exercice clos signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la COVE peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 6 : Contrôle de la COVE.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Pour l'Association Des Constructeurs
Amateurs d'avions de Vaucluse

Le Président Francis Adolphe

Le Président Jean Claude Devaux

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION COMITE DES OEUVRES SOCIALES
DES AGENTS DE LA COVE
Année 2018

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (la CoVe)**, représentée par son Président, habilité en vertu de la délibération du conseil de communauté en date du 9 avril 2018

et l'association **Comité des œuvres sociales des agents de la CoVe**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé Hôtel de communauté, 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085 - 84200 Carpentras, représentée par son Président Christophe Chapuis, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit

Article 1er : Objet de la convention annuelle

Par la présente convention, l'association s'engage à accomplir les missions que lui confèrent ses statuts, à savoir :

- ❶ entretenir des liens de confraternité et de solidarité entre ses membres
- ❷ aider ses membres (aides du CNAS, cadeaux de fin d'année, tickets de réduction, bons de Noël...)

Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues aux articles 3 et 4.

Article 2 : Durée de la convention

La convention est établie pour l'année 2018.

Article 3 : Montant et Modalités d'exécution de la convention

Au vu du budget prévisionnel de l'association pour l'année 2018 qui accompagnait la demande de subvention, et compte tenu des orientations financières de la CoVe, le montant de la subvention 2018 est fixé à la somme de **100 500 €**.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- ❶ la mise à disposition gratuite de salles au sein de l'hôtel de communauté pour la tenue des réunions organisées par l'association, ainsi que de mobilier pour le rangement des documents et des archives de l'association

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention annuelle sera versée sur le compte de l'association par versement unique dans le mois qui suit la signature de la présente convention.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir avant la date du 30 juin, le compte rendu financier (bilan et compte de résultat) de l'année écoulée signé par le président ou toute autre personne habilitée.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 : Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 8 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Président

Francis ADOLPHE

Pour l'association COS des agents
de la CoVe

Le Président

Christophe CHAPUIS

Acquitté en PREFECTURE le: 17/04/2018